

Le chômage en Belgique, en Allemagne, en France et aux Pays-Bas selon trois approches

Edition 2019

Table des matières



1	Chômage - Statistiques et définitions.....	5
1.1	Introduction	5
1.2	Problématique de la comparaison internationale	6
1.3	Le chômage complet indemnisé (données administratives)	7
1.4	Le chômage au sens strict (statistique harmonisée)	10
1.5	Le chômage au sens large (statistique harmonisée).....	11
2	Résultats par approche.....	13
2.1	Le chômage complet indemnisé (données administratives)	13
2.1.1	<i>Evolution du chômage complet indemnisé.....</i>	<i>13</i>
2.1.2	<i>Structure du chômage complet indemnisé.....</i>	<i>15</i>
2.1.3	<i>Taux de chômage</i>	<i>16</i>
2.2	Le chômage au sens strict (statistique harmonisée)	18
2.3	Le chômage au sens large (statistique harmonisée).....	19
2.4	Statistiques harmonisées en matière de chômage au sens strict et au sens large - Comparaison 21	
3	Occupation et inactivité.....	23
4	Conclusion.....	27
5	Annexe statistique.....	29
5.1	Le chômage complet indemnisé (données administratives)	29
5.1.1	<i>Le chômage complet indemnisé en chiffres mensuels absolus (en milliers).....</i>	<i>29</i>
5.1.2	<i>Evolution du chômage complet indemnisé.....</i>	<i>31</i>
5.1.3	<i>Structure du chômage complet indemnisé.....</i>	<i>35</i>
5.1.4	<i>Taux de chômage</i>	<i>36</i>
5.2	La répartition de la population en âge de travailler (15 - 74 ans) en 2019 : statistiques harmonisées.....	37
5.3	Eléments de contexte	42
5.3.1	<i>Evolution de la population.....</i>	<i>42</i>
5.3.2	<i>Structure de l'emploi</i>	<i>44</i>



Chômage - Statistiques et définitions

1.1 Introduction

Par le passé, l'ONEM a déjà publié une série d'études comparant le chômage en Belgique et le chômage dans ses pays limitrophes que sont l'Allemagne, la France et les Pays-Bas selon trois approches différentes.¹ L'ONEM souhaite, dans la mesure du possible, actualiser annuellement les résultats de cette comparaison, en ce compris les révisions éventuelles dans le chef des différentes instances concernées pour la période qui précède. Commençons, toutefois, par donner un bref rappel de la problématique de la comparaison internationale de statistiques en matière de chômage et par décrire les méthodologies employées.

¹ En ordre chronologique inverse :

- Le chômage en Belgique, en Allemagne, en France et aux Pays-Bas selon trois approches – octobre 2019
- Le chômage en Belgique, en Allemagne, en France et aux Pays-Bas selon trois approches – octobre 2018
- Le chômage en Belgique, en Allemagne, en France et aux Pays-Bas selon trois approches - juillet 2017
- Le chômage en Belgique, en Allemagne, en France et aux Pays-Bas selon trois approches - juin 2016
- Nouvelle évolution du chômage harmonisé au sens large. Le chômage au sens large en Belgique, en Allemagne, en France et aux Pays-Bas en 2014 - juillet 2015
- Mise à jour : évolution des chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi en Belgique, en Allemagne, en France et aux Pays-Bas – Période 2007-2014 - juillet 2015
- Evolution comparée des chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi en Belgique, en Allemagne, en France et aux Pays-Bas - septembre 2013
- Le chômage harmonisé au sens large - septembre 2013

Les chiffres de 2020 n'étant pas encore disponibles, l'édition 2020 arrive plus tard.

1.2

Problématique de la comparaison internationale

À l'instar des autres pays, la Belgique dispose de plusieurs statistiques du chômage. Il y a tout d'abord des statistiques administratives établies par les administrations compétentes. En tant qu'organisme fédéral compétent pour l'assurance chômage, l'ONEM publie des statistiques sur le chômage indemnisé. Ces statistiques sont basées sur les paiements effectués au cours du mois. Les organismes régionaux et communautaires en charge de l'accompagnement des chômeurs que sont le VDAB, le FOREM, Actiris et l'ADG, publient des statistiques sur les demandeurs d'emploi qui bénéficient ou non d'allocations et qui sont inscrits auprès de leurs services en fin de mois.

D'autre part, Eurostat, l'Office statistique de la Commission européenne, publie une statistique du chômage harmonisée qui permet d'effectuer des comparaisons internationales. Cette statistique se base sur une enquête commune réalisée trimestriellement auprès d'un échantillon de la population dans chacun des Etats membres de l'Union européenne. Chaque mois, Eurostat publie en outre une statistique du chômage harmonisée. Pour réaliser cette harmonisation, les résultats de l'enquête sont interpolés, entre autres en tenant compte de l'évolution qui ressort des données administratives concernant le nombre de demandeurs d'emploi.

Lorsqu'on essaie de comparer les statistiques du chômage au niveau international, on se heurte à un certain nombre de difficultés. Les statistiques administratives sont influencées par la réglementation applicable. Au sein d'un même pays, cela peut déjà conduire à des ruptures statistiques lors de changements réglementaires. Lorsqu'on compare différents pays, l'on est confronté à des réglementations ou même des régimes parfois très divergents.

C'est la raison pour laquelle les comparaisons internationales s'appuient sur les données d'enquêtes menées dans chaque pays auprès d'un échantillon de la population. La comparaison internationale part ainsi d'une base commune, de sorte que la statistique se fonde moins sur la réglementation (même si elle est bien sûr influencée par celle-ci ; cf. partie 1.4), mais cette façon de faire a elle aussi ses limites. Il y a donc toujours une certaine marge d'erreur causée par l'importance de l'échantillon et, de surcroît, les résultats de l'enquête publiés par Eurostat ne donnent aucune information permettant de comparer le chômage indemnisé. Cette statistique se base en outre sur la définition relativement stricte de la notion de chômage de l'OIT (par rapport aux statistiques administratives). Voilà pourquoi Eurostat a développé un certain nombre d'indicateurs complémentaires pour le chômage pour délimiter une définition plus large du chômage que la définition standard de l'OIT, dans le cadre d'une comparaison internationale.

Compte tenu des compétences de l'ONEM, nous essayons de faire, pour la Belgique et ses pays limitrophes que sont l'Allemagne, la France et les Pays-Bas, une comparaison globale [1] du chômage complet indemnisé en nous basant sur des données administratives afférentes au nombre de paiements publiées par les instances compétentes en la matière dans chacun de ces pays, [2] du chômage harmonisé au sens strict selon la définition de l'OIT et [3] du chômage harmonisé au sens large en nous basant sur les indicateurs Eurostat supplémentaires.

1.3

Le chômage complet indemnisé (données administratives)

Dans chaque pays, la notion de « chômage » est délimitée selon des critères différents. Pour obtenir des chiffres qui soient comparables pour la Belgique, l'Allemagne, la France et les Pays-Bas, nous avons donc choisi de recenser le chômage complet indemnisé des demandeurs d'emploi au sens large. Cela nous a permis d'intégrer les différences internationales dans notre définition. Par « sens large », nous voulons dire, dans le contexte qui nous occupe, que nous ne nous basons pas seulement sur les formes d'allocations qui reposent sur un principe d'assurance, mais que nous tenons également compte des différentes allocations qui s'inscrivent dans un contexte de solidarité (aide sociale).²

Nous recensons les chômeurs qui

- sur la base de leur chômage, d'après la réglementation en vigueur dans leur pays, ont droit à une allocation quel que soit le régime d'indemnisation ;
- sont considérés comme chômeurs complets (aucune forme de travail pendant leur période de chômage) selon les modalités du régime d'indemnisation en question ;
- sont demandeurs d'emploi selon les modalités du régime d'indemnisation en question ;
- sont disponibles sur le marché du travail selon les modalités du régime d'indemnisation en question.

Pour chacun de ces quatre pays, nous avons recherché les organismes compétents pour l'application des régimes d'indemnisation trouvés et/ou pour la publication de statistiques fiables concernant le nombre d'allocataires. À chaque fois, nous avons utilisé comme source la statistique qui revenait le plus systématiquement. En principe, les chiffres demandés ont pu être collectés avec un retard d'environ 4 à 5 mois. Les résultats de cet exercice difficile doivent être interprétés avec la prudence qui s'impose.

² En d'autres termes, il s'agit d'un groupe cible qui est plus large que celui défini dans le règlement CE n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale, Art. 61-65, étant donné que cette dernière définition s'inscrit dans le cadre du droit à la sécurité sociale et non à l'aide sociale ou au minimum de moyens d'existence

Tableau 1
Aperçu des statistiques administratives sélectionnées

	Série de données	Catégorie	Source
Belgique	CCI-DE	Assurance-chômage	ONEM
	Revenu d'intégration complet à la personne en âge de travailler	Aide sociale	SPP Intégration sociale
	Aide financière complète (équivalent du revenu d'intégration) à la personne en âge de travailler	Aide sociale	SPP Intégration sociale
Allemagne	Arbeitslosengeld SGB III - arbeitslos	Assurance-chômage	Monatsberichte BFA (DEU.)
	Arbeitslosengeld II SGB II - arbeitslos	Aide sociale	Monatsberichte BFA (DEU.)
	- Aufstocker - arbeitslos	Aide sociale	Monatsberichte BFA (DEU.)
France	RAC (allocations d'assurance chômage) sans AFR (allocations de formation reclassement)	Assurance-chômage	Pôle emploi Séries Statistiques
	Solidarité : allocation de solidarité spécifique (ASS) + allocation temporaire d'attente (ATA) + allocation équivalent retraite (AER) + allocation transitoire de solidarité (ATS) - remplacement	Aide sociale	Pôle emploi Séries Statistiques
	Revenu de solidarité active (socle seul)	Aide sociale	CAF: L'e-ssentiel + RSA Conjoncture
Pays-Bas	Werkloosheidwet-uitkering	Assurance-chômage	Centraal Bureau voor de Statistiek
	WWB-uitkeringen (Wet Werk en Bijstand)	Aide sociale	Centraal Bureau voor de Statistiek

Pour la Belgique, nous avons recensé via la banque de données de l'ONEM les chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI-DE) admis sur la base d'un travail à temps plein, les allocations d'insertion (anciennement appelées allocations d'attente ou de transition), les CCI-DE non dispensés admis sur la base d'un travail à temps partiel volontaire ainsi que les chômeurs avec complément d'entreprise (anciennement, prépension) demandeurs d'emploi à temps plein.

Pour les bénéficiaires de (l'équivalent) du revenu d'intégration, nous avons uniquement recensé les allocataires en âge de travailler percevant un (équivalent du) revenu d'intégration complet. Le SPP Intégration Sociale nous a fourni à cet effet des statistiques plus détaillées que celles disponibles sur son site web.³

L'Allemagne octroie des allocations de chômage via les régimes de l'*Arbeitslosengeld* et de l'*Arbeitslosengeld II*. Ces allocations sont également versées à ceux qui travaillent moins de 15 heures par semaine. Nous n'avons compté que les chômeurs complets (*Arbeitslosen*). Les dénommés *Aufstocker* (bénéficiaires des deux régimes en même temps) ne sont comptés qu'une seule fois.⁴ Les bénéficiaires du *Sozialgeld* ne sont pas pris en considération puisqu'ils ne sont pas disponibles sur le marché de l'emploi (un peu plus de 90 % de mineurs). Comme source, nous nous sommes servis des *Monatsberichte* de la *Bundesagentur für Arbeit*.

³ N. B. :Pour le revenu d'intégration, un délai de 3 mois est d'application pour obtenir moins de 1 % de retards, pour l'équivalent du revenu d'intégration, 6 mois. Etant donné que les nombres absolus sont indiqués en milliers, ce timing n'engendre toutefois plus de différences manifestes.

⁴ Les dénommés *Aufstocker* sont des chômeurs qui perçoivent en même temps de l'*Arbeitslosengeld* que de l'*Arbeitslosengeld II*. Pour éviter le double comptage de ce groupe, le nombre de *arbeitslose Aufstocker* est décompté de la somme des *Arbeitslosen* qui perçoivent via ce système une allocation.

En France, l'assurance-chômage compte deux régimes : l'*assurance de chômage* et la *solidarité*. Dans l'*assurance*, on compte le nombre d'allocataires de l'*allocation d'aide au retour à l'emploi* (ARE) sans les *allocations de formation de reclassement* (AFR). Cette dernière forme d'allocations implique en effet que les chômeurs soient dispensés de la recherche d'emploi pendant la formation en question.

La *solidarité* comprend quatre régimes d'indemnisation différents : l'*allocation de solidarité spécifique* (ASS), l'*allocation temporaire d'attente* (ATA), l'*allocation équivalent retraite* (AER) et l'*allocation transitoire de solidarité* (ATS). Exception faite de l'ATA, toutes ces allocations peuvent également être octroyées sous la forme d'un complément à une autre source de revenus. Il s'agit dans ce cas de chômeurs non complets ou de chômeurs qui sont déjà recensés dans un autre régime d'indemnisation. Il n'y a pas de chiffres précis concernant cette catégorie, mais la DARES a évalué sa proportion à 4 %.⁵ De ce fait, nous ne recensons que 96 % de ces allocataires. Les statistiques en ligne de *Pôle Emploi* servent de source pour toutes les catégories précitées.

Les personnes qui, en France, ne peuvent pas recourir à l'assurance-chômage, ont la possibilité d'obtenir un revenu minimum par le biais de la *caisse des allocations familiales* (CAF) ; il s'agit du *revenu de solidarité active* (RSA). Nous ne recensons que les chômeurs qui perçoivent un RSA complet (*socle seul*). Dans le passé, leur nombre était publié chaque trimestre par la CAF dans *RSA Conjoncture* (les mêmes statistiques étaient auparavant publiées dans le cadre de leur revue en ligne *l-e-ssentiel*), mais il est actuellement repris comme l'une des statistiques en ligne de la CAF. Pour arriver aux chiffres mensuels, les données chiffrées manquantes sont interprétées via une distribution au prorata. Cependant, pour 2019, les chiffres ne sont pas mis à jour. Nous avons donc calculer l'évolution de ces chiffres pour arriver à une estimation pour l'année 2019.

Aux Pays-Bas, les chômeurs complets peuvent être admis au bénéfice de la *WW-uitkering* sur la base de prestations de travail (*Werkloosheidswet*). Auparavant, les personnes travaillant moins de 12 heures par semaine pouvaient également en bénéficier, mais la réglementation actuelle ne le permet plus. Les personnes ne pouvant justifier de prestations de travail suffisantes doivent demander une allocation de l'*Algemene Bijstand*. Jusqu'au 1^{er} janvier 2012, la *WIJ-uitkering* pour les jeunes (*Wet Investeren in Jongeren*) relevait aussi de ce régime. Actuellement, elle fait partie intégrante de l'*Algemene Bijstand*. C'est toutefois le *Nederlandse Centraal Bureau voor de Statistiek* qui publie des séries continues⁶ concernant les allocataires de cette catégorie.

Afin de faciliter la lecture de cette statistique, nous plaçons chaque régime d'indemnisation qui repose essentiellement sur un principe d'assurance sous la dénomination « assurance-chômage ». Les régimes qui reposent plutôt sur la solidarité sont classés comme « aide sociale ».

⁵ Cf. DARES. « Les Allocataires du Régime d'Assurance Chômage en 2009. » *DARES Analyses*. N° 30. Avril 2011. Web. <<http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2011-030.pdf>>

⁶ Les valeurs pour les derniers mois de ces séries concernent souvent des projections réalisées par le BCS. L'importance de ce retard varie.

1.4

Le chômage au sens strict (statistique harmonisée)

La définition que donne l'Organisation internationale du Travail (OIT) du chômage et sur laquelle se base l'enquête sur les forces de travail, recouvre 3 aspects :

1. un chômeur n'est pas occupé ;
2. un chômeur est directement disponible sur le marché de l'emploi ;
3. un chômeur recherche activement un emploi.

Pour l'OIT, le chômeur est donc, par définition, un chômeur complet demandeur d'emploi. Les critères spécifiques permettant de déterminer la situation du chômage, sont également définis :

1. est sans travail celui qui preste moins d'une heure de travail salarié ou autre pendant la semaine de référence ;
2. est directement disponible pour le marché de l'emploi celui qui est prêt à travailler dans les 2 semaines qui suivent la semaine de référence ;
3. recherche activement du travail celui qui a recherché du travail pendant les 4 dernières semaines, semaine de référence comprise, ou qui a trouvé un emploi qui débute dans les 3 mois.

D'après la définition de l'OIT, une personne qui travaille ne serait-ce qu'une heure par semaine n'est pas au chômage. En cela, cette définition diffère d'un grand nombre de statistiques administratives qui ont été élaborées au niveau national. Ces statistiques comportent énormément de personnes qui exercent des activités plus ou moins réduites (p. ex., intérimaires), mais qui sont inscrites comme demandeurs d'emploi et/ou qui perçoivent des allocations de chômage. De plus, la définition stricte de l'OIT exclut un très grand nombre de demandeurs d'emploi qui ne sont pas directement disponibles pour le marché de l'emploi ou qui recherchent du travail de manière moins, voire pas du tout, intensive.

Malgré le fait que l'EFT soit organisée de telle manière à ce que l'effet des différences au niveau des réglementations nationales soit neutralisé pour la comparaison internationale portant sur le marché de l'emploi, l'on peut partir du principe que la réglementation nationale a malgré tout une certaine influence sur les résultats de l'enquête. Tant le comportement de recherche et la disponibilité des personnes interrogées que l'évaluation de leur propre situation sont, en effet, déterminés, dans une plus ou moins grande mesure, par les obligations (p.ex. en ce qui concerne l'inscription comme demandeur d'emploi) , les conditions d'octroi et la durée de l'indemnisation des divers régimes d'allocations nationaux, ainsi que par la nature du contrôle.

1.5

Le chômage au sens large (statistique harmonisée)

S'appuyant sur les définitions de l'OIT, l'EFT essaie de subdiviser la population en trois positions différentes par rapport au marché de l'emploi : occupation, chômage et inactivité. Réunies, les personnes occupées et les personnes au chômage sont à cet égard considérées comme étant la population active. La distinction entre l'occupation et le chômage est déterminée par le premier critère susmentionné de la définition de l'OIT; la distinction entre le chômage et l'inactivité est déterminée par les deux derniers critères.

Tableau 2
Présentation schématique de la subdivision de la population selon l'EFT⁷

Population active		Population inactive
Occupation	Chômage	Inactivité
	Disponible directement et demandeur d'emploi actif	Pas disponible immédiatement et/ou demandeur d'emploi actif
Occupé (1 heure ou plus dans la semaine de référence)	Non occupé	

Les trois indicateurs complémentaires d'Eurostat cartographient les populations appartenant à la population occupée ou inactive, mais qui se trouvent en marge du chômage. Il s'agit :

- au sein de la population occupée, des personnes interrogées qui sont occupées à temps partiel, mais qui souhaitent travailler davantage (la sous-occupation) ;
- au sein de la population inactive (la main-d'œuvre potentielle) :
 - a. des personnes interrogées qui recherchent activement du travail, mais qui ne sont pas directement disponibles pour le marché de l'emploi du fait d'études, d'une maladie temporaire ou pour des raisons familiales ou personnelles;
 - b. des personnes interrogées qui sont directement disponibles pour le marché de l'emploi, mais qui ne recherchent pas activement un emploi parce qu'elles sont « démotivées », du fait d'études, ou pour des raisons familiales ou personnelles.

En prenant en compte ces marges, nous obtenons une définition du chômage au sens large qui permet de nuancer les comparaisons se basant sur le chômage au sens strict.

Tableau 3
Présentation schématique du chômage au sens large

Occupation			Chômage au sens strict	Inactivité	
Occupation à temps plein	Occupation à temps partiel volontaire	Sous-occupation		Main-d'œuvre potentielle	Main-d'œuvre non potentielle
			Chômage au sens large		

⁷ NB : Dans le contexte de cette publication, la population en âge de travailler est comprise en 15 et 75 ans. C'est une classe d'âge très large en ce qui concerne le domaine du chômage. Cependant, le choix de ces limites d'âge s'est révélé nécessaire afin de pouvoir coordonner correctement les différentes sources de données.

2

Résultats par approche

2.1

Le chômage complet indemnisé (données administratives)

2.1.1

Evolution du chômage complet indemnisé

La méthode décrite dans la partie 1 nous permet d'obtenir des séries de données mensuelles portant sur le chômage complet indemnisé des demandeurs d'emploi indemnisés par le biais d'un régime d'assurance-chômage ou par le biais d'un régime d'aide sociale, ou sur le chômage complet indemnisé total. Grâce à ces chiffres mensuels, il est possible de calculer des moyennes trimestrielles et annuelles.

Tableau 4

Le chômage complet indemnisé :
assurance-chômage, aide sociale et total (chiffres absolus)

	Assurance-chômage				Aide sociale				Chômage complet indemnisé total			
	Belgique	Allemagne	France	Pays-Bas	Belgique	Allemagne	France	Pays-Bas	Belgique	Allemagne	France	Pays-Bas
2012	441 406	747 555	2 135 737	303 192	71 198	1 836 333	1 639 230	322 267	512 604	2 583 888	3 774 967	625 458
2013	457 785	802 514	2 208 820	393 658	73 402	1 819 583	1 774 740	348 467	531 187	2 622 098	3 983 560	742 125
2014	458 642	774 718	2 250 704	438 042	75 748	1 799 583	1 869 856	371 725	534 390	2 574 301	4 120 560	809 767
2015	417 432	720 778	2 416 336	429 325	85 855	1 772 417	1 898 843	381 533	503 287	2 493 195	4 315 179	810 858
2016	395 213	673 335	2 475 171	439 667	94 311	1 713 250	2 086 251	393 217	489 523	2 386 585	4 561 422	832 883
2017	373 701	641 083	2 504 407	374 658	104 920	1 599 417	2 059 664	397 611	478 621	2 240 500	4 564 071	772 269
2018	348 221	607 000	2 514 238	293 658	107 876	1 463 917	2 016 284	378 479	456 097	2 070 917	4 530 522	672 138
2019	329 360	631 250	2 507 035	246 650	108 528	1 374 667	1 980 344	361 475	437 888	2 005 917	4 487 379	608 125

Tableau 5

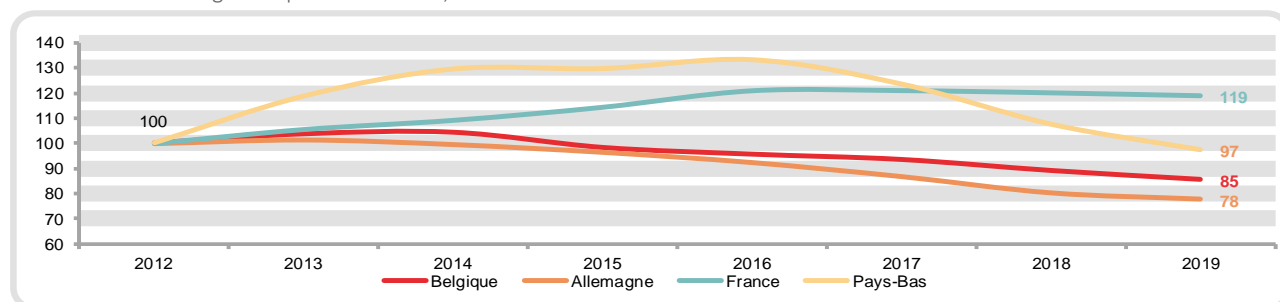
Evolution du chômage complet indemnisé :
assurance-chômage, aide sociale et total ; base = 2012

	Assurance-chômage				Aide sociale				Chômage complet indemnisé total			
	Belgique	Allemagne	France	Pays-Bas	Belgique	Allemagne	France	Pays-Bas	Belgique	Allemagne	France	Pays-Bas
2012	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
2013	104	107	103	130	103	99	108	108	104	101	106	119
2014	104	104	105	144	106	98	114	115	104	100	109	129
2015	95	96	113	142	121	97	116	118	98	96	114	130
2016	90	90	116	145	132	93	127	122	95	92	121	133
2017	85	86	117	124	147	87	126	123	93	87	121	123
2018	79	81	118	97	152	80	123	117	89	80	120	107
2019	75	84	117	81	152	75	121	112	85	78	119	97

Il est frappant de constater que le chômage indemnisé fondé sur un principe d'assurance a clairement diminué pour la Belgique et l'Allemagne (de respectivement -25 % et -16 % par rapport à 2012). La principale évolution pour ces deux pays se manifeste au niveau de l'aide sociale, pour laquelle la Belgique enregistre une évolution de +52% par rapport à 2012⁸, alors que l'Allemagne, pour sa part, connaît une diminution de 25%. L'aide sociale a également augmenté en France et aux Pays-Bas (+21% et +12%).

Graphique 1

Evolution du chômage complet indemnisé ; base = 2012



Le graphique 1 illustre l'impact de ces évolutions sur le chômage indemnisé total pour les quatre pays.

⁸ La nette augmentation de l'aide sociale en Belgique entre 2014 et 2015 peut s'expliquer par la limitation du droit aux allocations d'insertion qui a touché un nombre élevé d'allocataires qui avaient déjà dépassé la durée de chômage maximale au moment de l'entrée en vigueur de cette réforme en 2015 (cf. le volume 2 du rapport annuel de l'ONEM et/ou la publication de l'ONEM « Indicateurs trimestriels du marché du travail »). Nous constatons également de fortes augmentations en 2016 et 2017, selon le SPP IS ces augmentations peuvent s'expliquer par l'accueil des réfugiés reconnus et par le transfert des personnes jouissant d'une protection subsidiaire du droit à l'aide sociale vers le droit à l'intégration sociale (cf. note focus 21 « Flux entrants et sortants pour les bénéficiaires du RI » du SPF intégration sociale).

2.1.2

Structure du chômage complet indemnisé

La principale différence entre les quatre pays se situe dans la manière dont le chômage complet indemnisé est structuré chez les demandeurs d'emploi. Le tableau 6 dresse un aperçu du rapport entre l'assurance-chômage et l'aide sociale dans chacun des pays.

Tableau 6

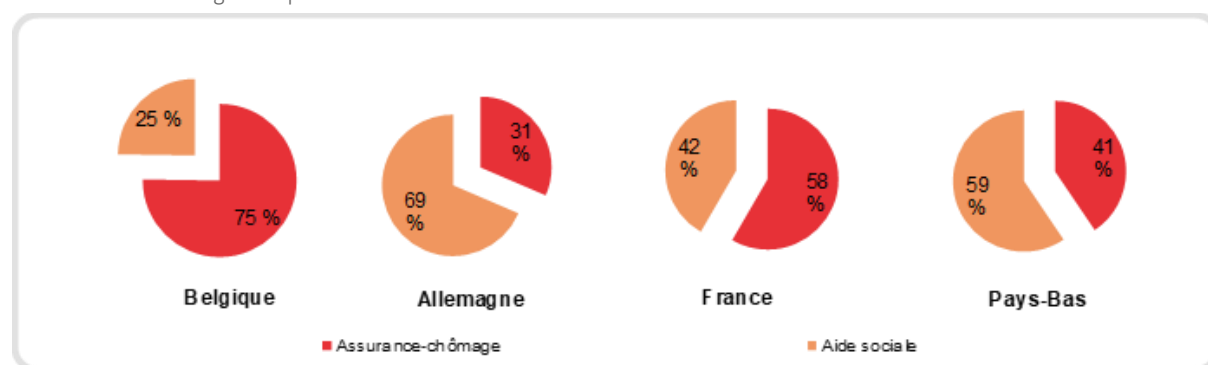
Relation entre l'assurance-chômage et l'aide sociale

	Belgique		Allemagne		France		Pays-Bas	
	Assurance-chômage	Aide sociale	Assurance-chômage	Aide sociale	Assurance-chômage	Aide sociale	Assurance-chômage	Aide sociale
2012	86 %	14 %	29 %	71 %	57 %	43 %	48 %	52 %
2013	86 %	14 %	31 %	69 %	55 %	45 %	53 %	47 %
2014	86 %	14 %	30 %	70 %	55 %	45 %	54 %	46 %
2015	83 %	17 %	29 %	71 %	56 %	44 %	53 %	47 %
2016	81 %	19 %	28 %	72 %	54 %	46 %	53 %	47 %
2017	78 %	22 %	29 %	71 %	55 %	45 %	49 %	51 %
2018	76 %	24 %	29 %	71 %	55 %	45 %	44 %	56 %
2019	75 %	25 %	31 %	69 %	58 %	42 %	41 %	59 %

Etant donné que notre pays est le seul des quatre pays à avoir un système d'assurance-chômage qui est en principe illimité dans le temps, il enregistre aussi, en termes relatifs, une plus grande proportion de chômeurs complets demandeurs d'emploi indemnisés dans un tel régime. Pour 2019, cette proportion s'élève à 75%, contre 25% pour l'aide sociale.⁹ En France et aux Pays-Bas, le rapport entre les deux principes d'allocations est, en revanche, presque équivalent. L'Allemagne est le seul des quatre pays qui compte une part beaucoup plus importante de bénéficiaires d'une aide sociale que de bénéficiaires d'un système d'assurance (69 %, contre 31 % en 2019).

Graphique 2

Structure du chômage complet indemnisé en 2019



⁹ En ce qui concerne l'augmentation de la part de l'aide sociale en Belgique : cf. note de bas de page 8.

2.1.3

Taux de chômage

L'évolution du chômage en chiffres absolus est évidemment influencée par l'évolution démographique. D'où l'utilité de comparer le chômage pour les quatre pays à l'aide des taux de chômage. Pour le calcul des taux de chômage sur la base du chômage complet indemnisé, nous avons besoin des statistiques démographiques de chacun de ces pays. Pour cela, nous faisons appel à Eurostat (statistique lfsq_pganws). Nous pouvons calculer ces taux de chômage par rapport à la population active et/ou par rapport à la population totale en âge de travailler (15 – 74 ans).

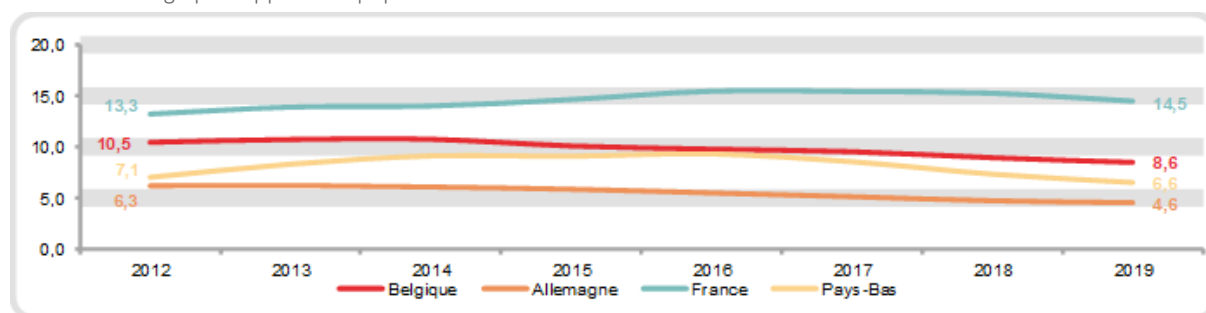
Tableau 7

Taux de chômage sur la base du chômage complet indemnisé

	Population active					Population totale en âge de travailler			
	Belgique	Allemagne	France	Pays-Bas		Belgique	Allemagne	France	Pays-Bas
2012	10,5	6,3	13,3	7,1	2012	6,2	4,2	8,4	5,0
2013	10,8	6,3	13,9	8,3	2013	6,4	4,3	8,8	5,9
2014	10,8	6,2	14,0	9,1	2014	6,5	4,2	8,8	6,4
2015	10,1	5,9	14,6	9,1	2015	6,1	4,1	9,2	6,4
2016	9,9	5,6	15,4	9,3	2016	5,9	3,8	9,6	6,5
2017	9,6	5,2	15,4	8,6	2017	5,7	3,6	9,6	6,0
2018	9,0	4,8	15,2	7,4	2018	5,4	3,3	9,5	5,2
2019	8,6	4,6	14,5	6,6	2019	5,2	3,2	8,9	4,7
Evol. 2012 - 2019	- 1,9	- 1,7	+ 1,2	- 0,5	Evol. 2012 - 2019	- 1,1	- 1,0	+ 0,6	- 0,3
	- 18,1%	- 26,6%	+ 9,3%	- 7,2%		- 17,0%	- 23,0%	+ 7,2%	- 6,3%
Evol. 2018 - 2019	- 0,4	- 0,2	- 0,8	- 0,8	Evol. 2018 - 2019	- 0,2	- 0,1	- 0,5	- 0,5
	- 4,9%	- 4,0%	- 5,0%	- 10,9%		- 4,5%	- 3,0%	- 5,5%	- 10,1%

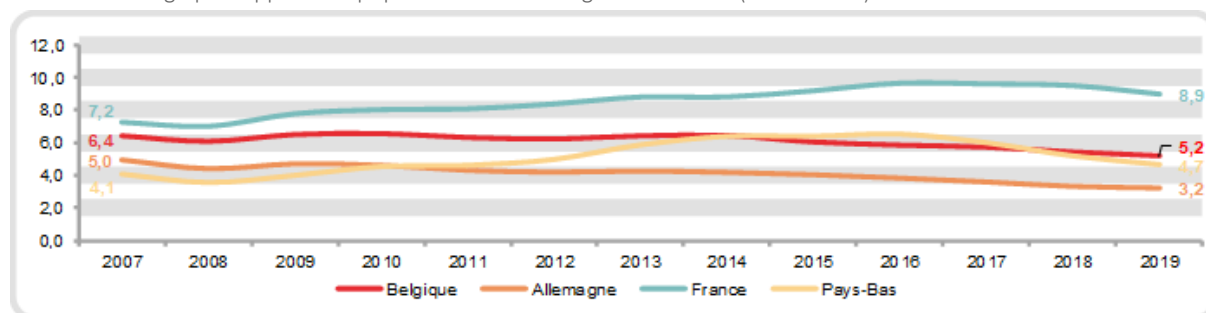
Graphique 3

Taux de chômage par rapport à la population active



Graphique 4

Taux de chômage par rapport à la population totale en âge de travailler (15 – 74 ans)



Cette approche confirme la relative stabilité du chômage complet indemnisé en Belgique (par rapport à la population active : -1,9 point de pourcentage depuis 2012 sans augmentations ou diminutions intermédiaires importantes), que l'Allemagne présente une diminution égale (- 1,7 points de pourcentage), et que les Pays-Bas enregistrent une faible diminution (-0,5 point de pourcentage) alors que la France présente une nette augmentation (+1,2 points de pourcentage).

De plus, en ce qui concerne les évolutions démographiques (tableau 8), on remarque que c'est uniquement en Allemagne que la population en âge de travailler a le diminué depuis 2007 (-3%). Cependant, dans le cas d'une économie stable ou croissante, cela implique de plus grandes opportunités d'emploi, et donc un chômage plus bas. En Belgique, aux Pays-Bas et en France, on remarque une hausse de respectivement 7%, 6% et 8% depuis 2007.

Tableau 8

Évolution de la population en âge de travailler (15 – 74 ans)

	Belgique	Allemagne	France	Pays-Bas
2007	100	100	100	100
2008	101	100	100	100
2009	101	99	101	100
2010	102	97	101	101
2011	103	96	101	102
2012	104	96	102	102
2013	104	96	102	103
2014	104	96	106	103
2015	105	96	106	103
2016	105	97	107	104
2017	105	97	107	105
2018	106	97	108	105
2019	107	97	108	106

Source: Eurostat - lfsq_pganws

2.2

Le chômage au sens strict (statistique harmonisée)

Tableau 9

Le chômage au sens strict en 2019

	Chômage	Population active	Taux de chômage	Différence avec la moyenne européenne en points de pourcentage
Belgique	273,7	5.093,2	5,4	- 0,9
Allemagne	1.372,9	43.594,0	3,1	- 3,2
France	2.506,2	29.646,1	8,5	+ 2,1
Pays-Bas	314,2	9.266,9	3,4	- 2,9
UE 28	15.649,9	247.619,6	6,3	

Source : Eurostat - EFT (lfsa_ugan - lfsa_urgan), 15-74 ans

La méthode de travail des statistiques harmonisées permet de comparer les données afférentes à un pays avec la moyenne européenne générale. Une comparaison dans ce sens entre les quatre pays révèle qu'il y a une grande variation entre les différents taux : la France a un taux de chômage qui est plus élevé que la moyenne européenne (2,1 points de pourcentage plus élevé), alors qu'en l'Allemagne, le taux est environ deux fois moins élevé que cette moyenne (-3,2 points de pourcentage plus faible).

La définition stricte de l'OIT donne toutefois lieu à un glissement vers l'inactivité des personnes interrogées qui sont bel et bien liées, dans une certaine mesure, au marché de l'emploi, ainsi qu'à un glissement vers l'activité des personnes interrogées qui souhaiteraient ou pourraient travailler durant un plus grand nombre d'heures. Depuis novembre 2011, Eurostat met dès lors trois indicateurs complémentaires à disposition, et ce afin de pouvoir mieux cerner l'ampleur de ces glissements. Cela nous ramène au chômage harmonisé au sens large.

2.3

Le chômage au sens large (statistique harmonisée)

Ci-après, nous esquissons, par pays, le chômage au sens large, assorti à chaque fois du ratio de cette population par rapport à la population totale en âge de travailler (15-74 ans)¹⁰. Étant donné qu'il s'agit d'indicateurs relativement récents qui se caractérisent encore par des ruptures de séries, nous nous limitons à l'année 2019. Le tableau 10 donne déjà un tel aperçu pour l'Union européenne.

Tableau 10

Le chômage au sens large en 2019 : UE - 28

	Chômage au sens strict	Sous-occupation	Main-d'œuvre potentielle	Chômage au sens large
Chiffres absolus	15.649.875	7.859.000	9.384.000	32.892.875
Ratio	4,1	2,1	2,5	8,6

Source : Eurostat - EFT (lfsi_sup_a - lfsa_pganws), 15-74 ans

Le ratio belge du chômage au sens large s'élève à 7,3 %. Au total, il s'agit de 616.650 personnes, dont 273.650 (soit 44%) satisfont aux critères du chômage au sens strict.

Tableau 11

Le chômage au sens large en 2019 : Belgique

	Chômage au sens strict	Sous-occupation	Main-d'œuvre potentielle	Chômage au sens large
Chiffres absolus	273.650	164.000	179.000	616.650
Ratio	3,2	1,9	2,1	7,3

Source : Eurostat - EFT (lfsi_sup_a - lfsa_pganws), 15-74 ans

Le ratio allemand du chômage au sens large s'élève à 5,5%. La part du chômage au sens strict, à savoir 1.372.850 sur 3.382.850 personnes (soit 41 %), y est inférieure à celle de la Belgique.

Tableau 12

Le chômage au sens large en 2019 : Allemagne

	Chômage au sens strict	Sous-occupation	Main-d'œuvre potentielle	Chômage au sens large
Chiffres absolus	1.372.850	1.111.000	899.000	3.382.850
Ratio	2,2	1,8	1,5	5,5

Source : Eurostat - EFT (lfsi_sup_a - lfsa_pganws), 15-74 ans

¹⁰ N. B. : Jusqu'à présent le nombre de classes d'âge disponibles pour les indicateurs complémentaires est relativement limité (à savoir, 15-24 ans, 15-74 ans, 25-54 ans, 25-74 ans et 55-74 ans).

En France, la part du chômage au sens strict par rapport au chômage au sens large est plus élevée que celle de la Belgique, soit 2.509.200 sur 4.957.200 (soit 51%). Le ratio du chômage au sens large y est de 10,3%.

Tableau 13

Le chômage au sens large en 2019 : France

	Chômage au sens strict	Sous-occupation	Main-d'œuvre potentielle	Chômage au sens large
Chiffres absolus	2.506.200	1.388.000	1.063.000	4.957.200
Ratio	5,2	2,9	2,2	10,3

Source : Eurostat - EFT (lfsi_sup_a - lfsa_pganws), 15-74 ans

Enfin, en ce qui concerne les Pays-Bas, le ratio du chômage au sens large s'élève à 7,8%. C'est également ce pays qui enregistre la plus faible proportion de chômeurs au sens strict : 314.225 des 1.011.225 personnes (soit 31%).

Tableau 14

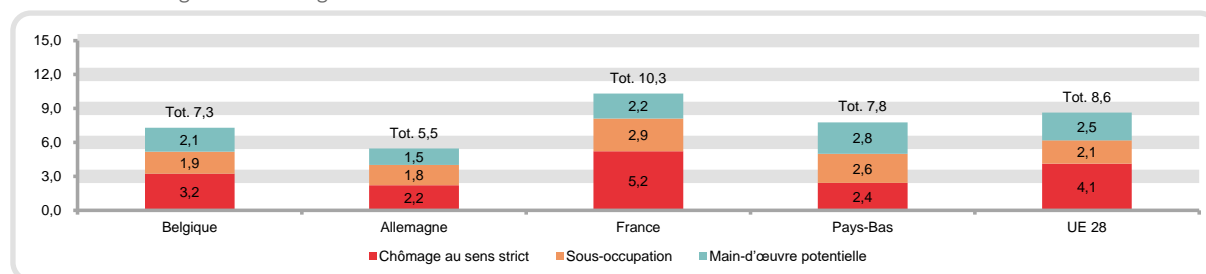
Le chômage au sens large en 2019 : Pays-Bas

	Chômage au sens strict	Sous-occupation	Main-d'œuvre potentielle	Chômage au sens large
Chiffres absolus	314.225	335.000	362.000	1.011.225
Ratio	2,4	2,6	2,8	7,8

Source : Eurostat - EFT (lfsi_sup_a - lfsa_pganws), 15-74 ans

Graphique 5

Ratios du chômage au sens large en 2019



Source : Eurostat - EFT (lfsi_sup_a - lfsa_pganws), 15-74 ans

2.4

Statistiques harmonisées en matière de chômage au sens strict et au sens large - Comparaison

Le tableau 15 classe - tant pour le chômage au sens strict que pour le chômage au sens large - les quatre pays selon le ratio et par ordre croissant par rapport à la population en âge de travailler (15-74 ans) et montre dans quelle mesure le ratio des autres pays diffère de la valeur la moins élevée.

Tableau 15

Variation du ratio de chômage au sens strict et au sens large

Pays	Chômage au sens strict			Pays	Chômage au sens large		
	Ratio	Différence en point de %	Différence en %		Ratio	Différence en point de %	Différence en %
Allemagne	2,2	-	-	Allemagne	5,5	-	-
Pays-Bas	2,4	+ 0,2	+ 9%	Belgique	7,3	+ 1,8	+ 34%
Belgique	3,2	+ 1,0	+ 46%	Pays-Bas	7,8	+ 2,3	+ 42%
France	5,2	+ 3,0	+ 135%	France	10,3	+ 4,9	+ 89%
UE 28	4,1	+ 1,9	+ 85%	UE 28	8,6	+ 3,2	+ 58%

Source : Eurostat - EFT (lfsi_sup_a - lfsa_pganws), 15-74 ans

À cet égard, il convient de souligner que les différences respectives entre les quatre pays s'amenuisent généralement lorsqu'on considère le chômage au sens large (en moyenne, une différence de 55% avec le ratio le moins élevé) plutôt qu'au sens strict (en moyenne, une différence de 63%). De plus, il convient également de souligner que par rapport à ses voisins, la Belgique enregistre le deuxième ratio le plus bas en matière de chômage au sens large, alors que les Pays-Bas la devancent sur le plan du chômage au sens strict.

Tableau 16

L'évolution 2012-2019 du chômage au sens strict et au sens large

Chômage au sens strict						
	Chiffres absolus			Ratio par rapport à la population en âge de travailler		
	2012	2019	Evolution en %	2012	2019	Evolution en points de %
Belgique	369,0	273,7	- 26 %	4,5	3,2	- 1,3
Allemagne	2 224,4	1 372,9	- 38 %	3,6	2,2	- 1,4
France	2 677,4	2 506,2	- 6 %	5,9	5,2	- 0,7
Pays-Bas	515,8	314,2	- 39 %	4,1	2,4	- 1,7
UE 28	25 121,8	15 649,9	- 38 %	6,7	4,1	- 2,6
Chômage au sens large						
	Chiffres absolus			Ratio par rapport à la population en âge de travailler		
	2012	2019	Evolution en %	2012	2019	Evolution en points de %
Belgique	687,0	616,7	- 10 %	8,4	7,3	- 1,1
Allemagne	5 016,4	3 382,9	- 33 %	8,2	5,5	- 2,7
France	5 469,4	4 957,2	- 9,4 %	8,9	10,3	+ 1,4
Pays-Bas	1 089,8	1 011,2	- 7 %	8,7	7,8	- 0,9
UE 28	45 799,8	32 892,9	- 28 %	12,1	8,6	- 3,5

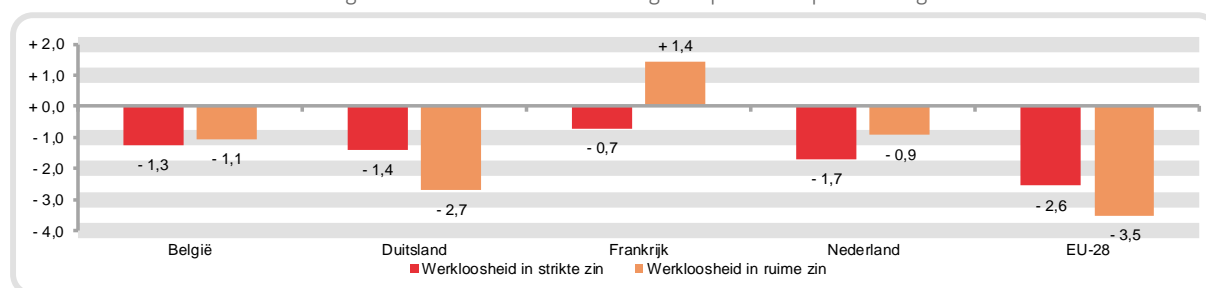
Source : Eurostat - EFT (lfsi_sup_a - lfsa_pganws), 15-74 ans

Une comparaison de l'évolution enregistrée par les quatre pays depuis 2012 révèle que la Belgique affiche un taux relativement stable dans les deux cas (respectivement de -1,1 et -1,3 point de pourcentage au sens large et au sens strict).

En Belgique, comme en Allemagne, au Pays-Bas et dans la moyenne européenne, les taux de chômage au sens strict et au sens large diminuent. En France, nous constatons malgré le fait que le taux de chômage diminue également au sens strict, qu'il y a eu une augmentation du taux de chômage au sens large. Cela signifie que la taille relative des groupes en marge du chômage (c'est-à-dire le sous-emploi et la population active potentielle) a augmenté.

Graphique 6

L'évolution 2012-2019 du chômage au sens strict et au sens large en points de pourcentage.



Source : Eurostat - EFT (lfsi_sup_a - lfsa_pganws), 15-74 ans

3

Occupation et inactivité

Si le chômage au sens large est à ce point influencé par les groupes qui sont, au sens strict, comptabilisés dans l'occupation et l'inactivité, on peut partir du principe que la structure de l'occupation et de l'inactivité par pays constituent des facteurs importants pour l'interprétation des chiffres du chômage, et ce quelle que soit l'approche choisie. Le tableau 17 et le graphique 7 donnent une image de la structure du marché de l'emploi par pays comparé.

Il convient de noter que les Pays-Bas en particulier (qui ont un taux de chômage relativement faible au sens strict, mais un résultat plus élevé en termes de chômage indemnisé et de chômage au sens large) ont une grande part d'emploi à temps partiel. Elle concerne même une petite majorité de la population active.

Les parts du travail à temps partiel dans l'emploi total en Belgique et en Allemagne sont relativement proches l'une de l'autre (25,3% et 28,4% respectivement). Pour les deux pays, la proportion est supérieure à la moyenne européenne. Toutefois, les deux pays présentent de grandes différences en termes d'heures hebdomadaires moyennes travaillées par les travailleurs à temps partiel : parmi les quatre pays comparés, la Belgique a le nombre d'heures travaillées le plus élevé (23,7), tandis que l'Allemagne a le nombre moyen d'heures travaillées le plus bas (19,6).

La France est le pays où la part du travail à temps partiel dans l'emploi total est la plus faible (18,0%). Il a également un nombre moyen relativement élevé d'heures travaillées par semaine pour les travailleurs à temps partiel (22,1 heures par semaine).

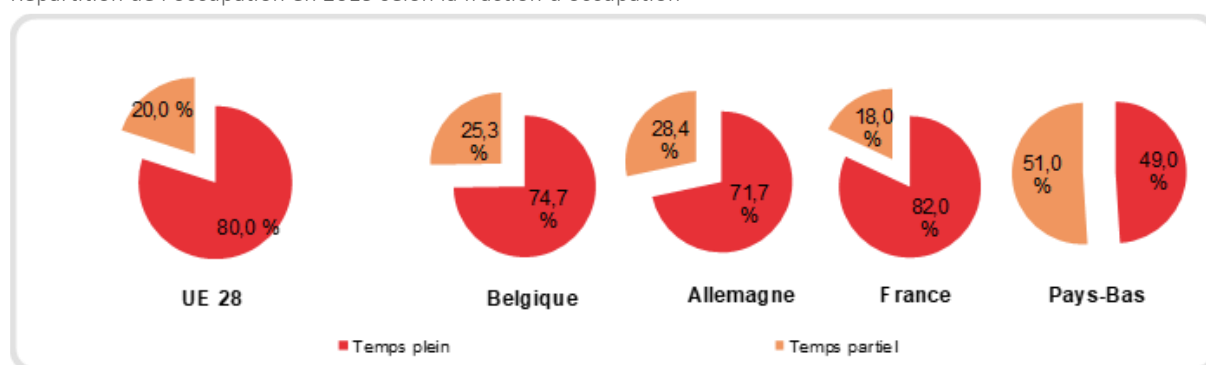
Tableau 17
Part et ampleur de l'occupation à temps partiel

Part relative du travail à temps partiel par rapport à l'occupation totale en %					Travailleurs à temps partiel - Nombre moyen d'heures prestées par semaine				
	Belgique	Allemagne	France	Pays-Bas		Belgique	Allemagne	France	Pays-Bas
2012	25,0	26,7	18,0	49,6	2012	23,2	18,3	22,4	21,0
2013	24,6	27,6	18,4	50,5	2013	23,2	18,7	22,2	21,0
2014	24,0	27,5	18,9	50,4	2014	23,4	18,9	22,0	21,2
2015	24,7	27,8	18,8	50,7	2015	23,4	19,1	22,0	21,1
2016	25,0	27,8	18,8	50,4	2016	23,5	19,2	21,9	21,5
2017	24,8	27,9	18,7	50,6	2017	24,2	19,2	22,0	21,7
2018	24,9	28,0	18,4	50,9	2018	24,0	19,4	22,2	21,8
2019	25,3	28,4	18,0	51,0	2019	23,7	19,6	22,1	22,0

Source : Eurostat - lfsq_eppga - lfsq_ewhais

Graphique 7

Répartition de l'occupation en 2019 selon la fraction d'occupation



Source : Eurostat - ETF (lfsa_eppga), 15-74 ans

Tableau 18

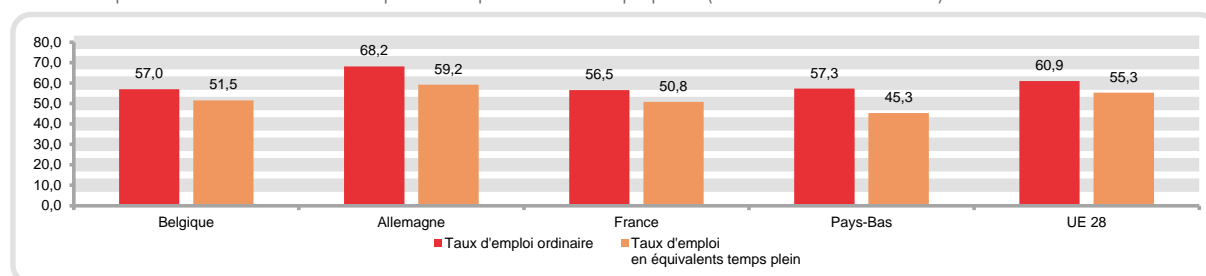
Emploi (en milliers) et taux d'emploi en équivalents temps plein (semaine de 40 heures) en 2019

	Emploi	Nombre moyen d'heures de travail prestées par semaine	Emploi en ETP (semaine de 40 heures)	Population en âge de travailler	Taux d'emploi ordinaire	Taux d'emploi en ETP
Belgique	4.819,5	36,2	4.355,6	8.452,9	57,0	51,5
Allemagne	42.221,2	34,8	36.679,6	61.929,9	68,2	59,2
France	27.139,9	35,9	24.375,0	48.010,9	56,5	50,8
Pays-Bas	7.452,7	31,7	5.896,9	13.015,4	57,3	45,3
UE 28	231.969,7	36,3	210.512,5	380.696,7	60,9	55,3

Source : Eurostat EFT (lfsa_egan - lfsa_pganws - lfsa_ewhais), 15-74 ans ; propres calculs

Graphique 8

Taux d'emploi ordinaire et taux d'emploi en équivalents temps plein (semaine de 40 heures) en 2019



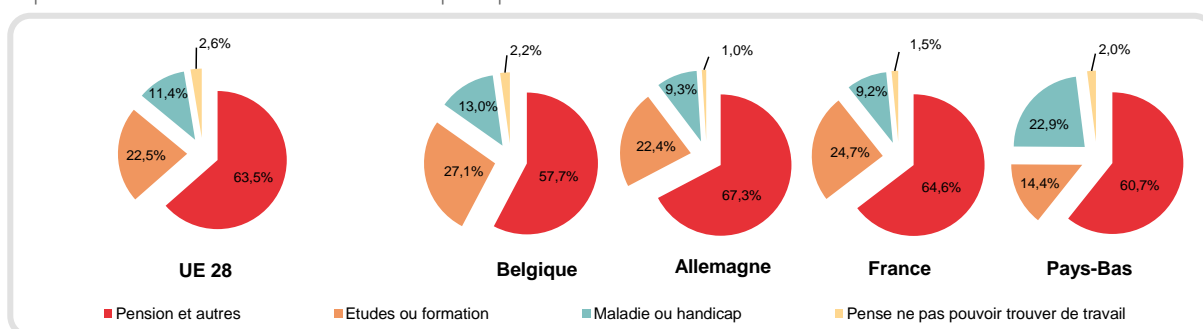
Source : Eurostat EFT (lfsa_egan - lfsa_pganws - lfsa_ewhais), 15-74 ans ; propres calculs

En outre, il peut aussi y avoir des différences sur le plan du nombre d'heures réellement prestées au niveau des travailleurs à temps plein. Si on calcule le taux d'emploi en équivalents temps plein (en partant de la semaine de 40 heures) pour le nombre total de travailleurs sur la base du nombre moyen d'heures de travail prestées par semaine, on remarque ainsi que les différences sont beaucoup moins importantes que pour le taux d'emploi habituel. Le taux d'emploi de la Belgique reste néanmoins relativement bas par rapport à la moyenne européenne et à celui des pays voisins. Il existe toutefois des différences importantes entre Régions.

La structure de l'inactivité varie aussi par pays. Le graphique 9 donne un aperçu de l'inactivité en fonction de la raison principale avancée par les personnes interrogées pour leur inactivité. Le graphique 10 donne un aperçu du taux d'inactivité en fonction de la raison principale par rapport à la population en âge de travailler (15-74 ans). Il ressort de ces graphiques que sur ce point, les quatre pays présentent d'importantes différences. Par rapport à ses voisins et à la moyenne européenne, on note qu'en Belgique, l'inactivité pour études ou formation, qui peut faire partie de la main-d'œuvre potentielle, y est plus élevée. Aux Pays-Bas, ce qui frappe, c'est la proportion importante d'inactivité pour maladie ou handicap : elle y est de 22,9 %, soit à peu près le double de la moyenne européenne de 11,4%.

Graphique 9

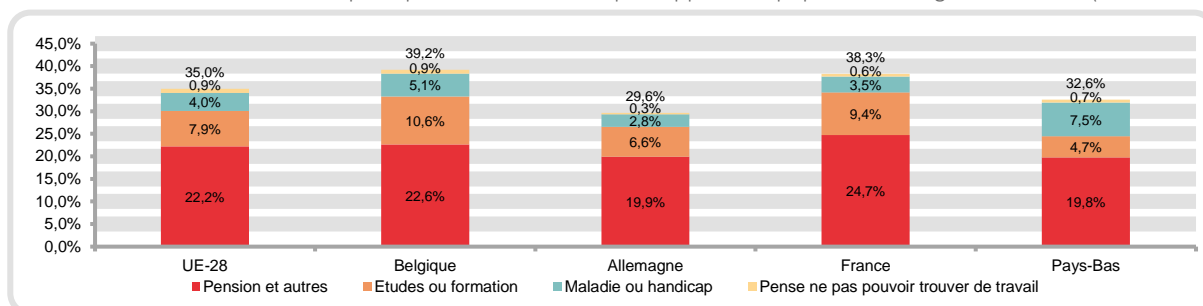
Répartition de l'inactivité en 2019 selon la principale raison déclarée



Source : Eurostat - ETF (lfsa_igar), 15-74 ans

Graphique 10

Taux d'inactivité en 2019 selon la principale raison déclarée par rapport à la population en âge de travailler (15 - 74 ans)



Source : Eurostat EFT (lfsa_egan - lfsa_pganws - lfsa_ewhais), 15-74 ans ; propres calculs

Tableau 19

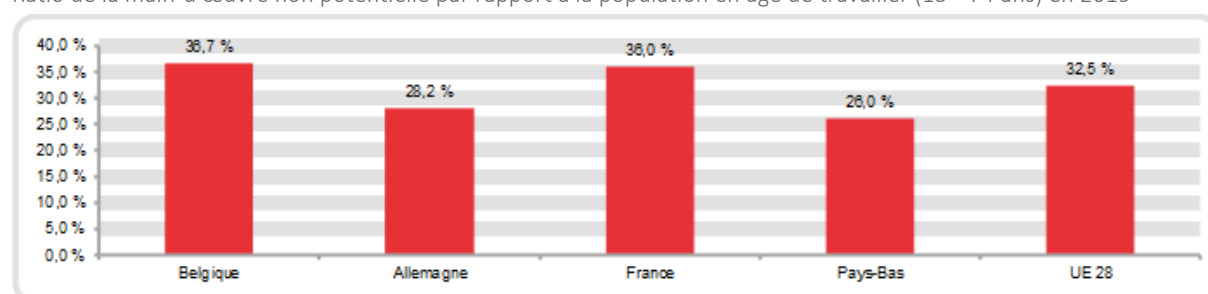
Répartition de la main-d'œuvre potentielle et de la main-d'œuvre non potentielle en 2019

	Chiffres absolus			Ratio par rapport à la population en âge de travailler		
	Main-d'œuvre potentielle	Main-d'œuvre non potentielle	Inactivité totale	Main-d'œuvre potentielle	Main-d'œuvre non potentielle	Inactivité totale
Belgique	179,0	3 105,8	3 284,8	2,1%	36,7%	38,9%
Allemagne	899,0	17 436,9	18 335,9	1,5%	28,2%	29,6%
France	1 063,0	17 301,9	18 364,9	2,2%	36,0%	38,3%
Pays-Bas	362,0	3 386,6	3 748,6	2,8%	26,0%	28,8%
UE 28	9 384,0	123 693,1	133 077,1	2,5%	32,5%	35,0%

Source : Eurostat – ETF (lfsi_sup_a - lfsa_pganws - lfsa_eppga), 15-74 ans

Graphique 11

Ratio de la main-d'œuvre non potentielle par rapport à la population en âge de travailler (15 - 74 ans) en 2019



Source : Eurostat – ETF (lfsi_sup_a - lfsa_pganws - lfsa_eppga), 15-74 ans

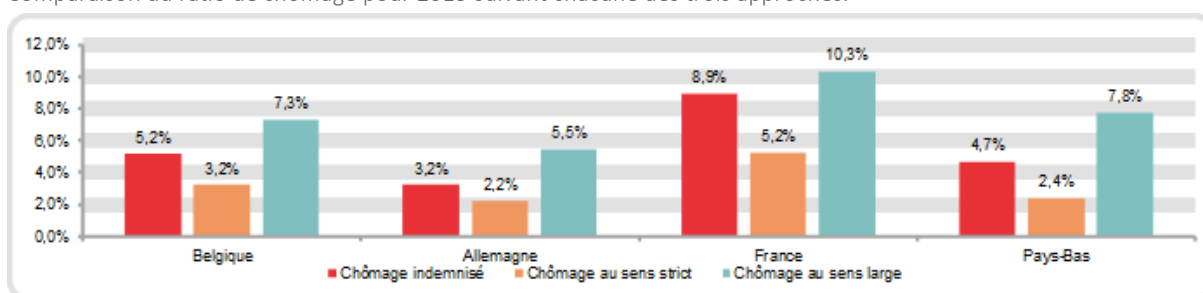
Si l'on prend en compte l'inactivité totale (15 - 74 ans), la Belgique enregistre par rapport aux pays voisins, et, plus largement, par rapport à l'Union européenne, une proportion relativement élevée d'inactivité (38,9 %). La part de la main-d'œuvre potentielle (2,1%) est également inférieure à la moyenne européenne (2,5%), il en est de même pour l'Allemagne (1,5%) et la France (2,2%).

4

Conclusion

Graphique 12

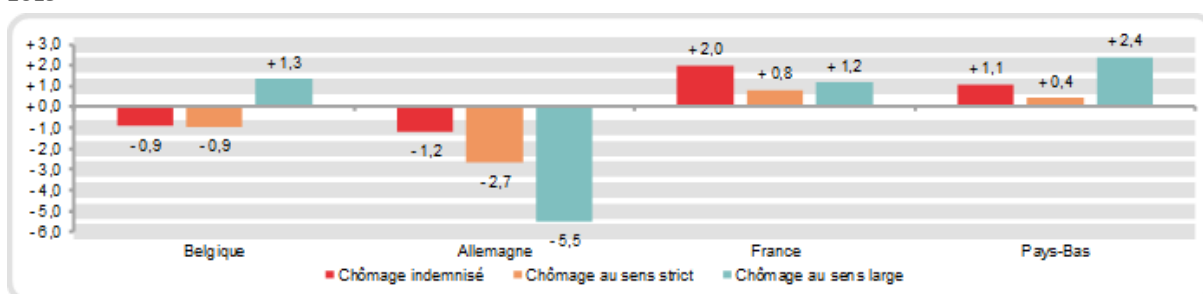
Comparaison du ratio de chômage pour 2019 suivant chacune des trois approches.



On constate que, toutes proportions gardées, le nombre de chômeurs au sens large par rapport à la population totale par pays présente une différence moins importante que lorsqu'on compare le chômage au sens strict. Cela signifie que les différences au niveau du chômage par pays s'expliquent en grande partie par les groupes qui vivent en marge du chômage, à savoir les personnes qui sont « sous occupées » (travailleurs à temps partiel mais à la recherche d'une occupation plus large) et « la main-d'œuvre potentielle » (demandeurs d'emploi qui ne sont temporairement pas disponibles pour le marché de l'emploi ou qui ont temporairement dû interrompre leur recherche d'emploi). L'importance du chômage indemnisé se situe, dans chaque pays, entre les deux autres approches.

Graphique 13

Évolution, en points de pourcentage, du ratio de chômage selon chacune des trois approches durant la période 2008-2019



L'une des principales constatations est toutefois que le chômage indemnisé semble évoluer de façon relativement plus stable que le chômage au sens large. Il constitue ainsi un indicateur supplémentaire intéressant pour analyser les tendances générales du chômage.

5

Annexe statistique

5.1

Le chômage complet indemnisé (données administratives)

5.1.1

Le chômage complet indemnisé en chiffres mensuels absolus (en milliers)

Tableau 20

Le chômage complet indemnisé en chiffres mensuels absolus

		Assurance chômage				Assistance sociale				Total			
		Belgique	Allemagne	France	Pays-Bas	Belgique	Allemagne	France	Pays-Bas	Belgique	Allemagne	France	Pays-Bas
2012	1	474,5	851,0	2 223,7	291,6	72,0	1 916,0	1 598,6	318,5	546,5	2 767,0	3 822,3	610,1
	2	445,7	883,2	2 188,3	298,9	72,8	1 926,0	1 608,2	319,4	518,6	2 809,2	3 796,5	618,3
	3	436,1	809,3	2 098,5	295,6	72,6	1 916,0	1 616,2	319,5	508,6	2 725,3	3 714,7	615,1
	4	445,3	740,6	2 044,1	292,1	72,2	1 909,0	1 618,6	319,8	517,5	2 649,6	3 662,8	611,9
	5	422,6	682,8	2 012,2	290,9	71,5	1 859,0	1 621,9	320,7	494,2	2 541,8	3 634,1	611,6
	6	433,3	674,9	1 965,2	290,6	70,7	1 837,0	1 628,0	321,3	504,0	2 511,9	3 593,2	611,9
	7	443,1	727,6	2 034,5	298,0	70,1	1 835,0	1 637,0	321,5	513,3	2 562,6	3 671,5	619,5
	8	435,1	741,1	2 156,2	304,0	69,9	1 837,0	1 647,0	322,1	505,1	2 578,1	3 803,2	626,1
	9	456,6	699,7	2 151,8	304,3	70,6	1 766,0	1 649,5	322,7	527,2	2 465,7	3 801,3	627,0
	10	436,3	678,1	2 202,5	309,8	70,7	1 738,0	1 665,5	324,3	507,0	2 416,1	3 868,0	634,1
	11	436,1	706,5	2 247,6	322,3	70,6	1 731,0	1 682,2	327,2	506,8	2 437,5	3 929,8	649,5
	12	432,0	775,8	2 304,2	340,2	70,6	1 766,0	1 697,8	330,2	502,6	2 541,8	4 002,0	670,4
2013	1	463,4	948,0	2 334,3	369,3	73,4	1 850,0	1 712,5	335,6	536,9	2 798,0	4 046,7	704,9
	2	457,3	974,4	2 289,5	376,7	74,2	1 862,0	1 727,1	339,6	531,5	2 836,4	4 016,5	716,3
	3	462,5	908,6	2 229,1	379,7	74,4	1 858,0	1 742,9	343,4	536,8	2 766,6	3 972,0	723,1
	4	444,0	831,5	2 139,0	379,5	74,0	1 853,0	1 754,8	346,8	518,0	2 684,5	3 893,7	726,3
	5	451,2	761,7	2 114,9	377,8	73,6	1 834,0	1 768,5	348,9	524,8	2 595,7	3 883,3	726,7
	6	457,2	735,9	2 080,9	381,6	73,1	1 812,0	1 781,4	349,6	530,3	2 547,9	3 862,3	731,2
	7	445,7	771,5	2 092,1	394,6	72,2	1 820,0	1 786,2	350,7	517,9	2 591,5	3 878,2	745,3
	8	459,9	778,6	2 220,1	399,3	72,5	1 833,0	1 793,2	350,2	532,5	2 611,6	4 013,3	749,5
	9	476,0	730,5	2 186,8	400,4	73,3	1 784,0	1 791,8	350,4	549,3	2 514,5	3 978,6	750,8
	10	452,3	696,4	2 222,8	408,2	73,2	1 766,0	1 799,2	352,4	525,5	2 462,4	4 022,0	760,6
	11	470,0	719,7	2 282,0	419,1	73,3	1 767,0	1 813,5	355,2	543,3	2 486,7	4 095,5	774,3
	12	453,9	773,4	2 314,7	437,7	73,6	1 796,0	1 825,9	358,8	527,5	2 569,4	4 140,6	796,5
2014	1	489,1	935,8	2 339,8	460,5	76,4	1 869,0	1 834,6	363,2	565,5	2 804,8	4 174,4	823,7
	2	473,5	945,9	2 291,4	460,1	77,0	1 866,0	1 843,7	366,5	550,5	2 811,9	4 135,1	826,6
	3	487,0	868,2	2 227,3	453,8	76,9	1 858,0	1 853,2	369,5	563,9	2 726,2	4 080,4	823,3
	4	446,4	781,0	2 131,2	443,3	76,3	1 835,0	1 860,6	372,2	522,7	2 616,0	3 991,8	815,5
	5	446,1	734,3	2 131,3	435,5	75,8	1 815,0	1 870,3	373,5	521,9	2 549,3	4 001,5	809,0
	6	464,4	716,8	2 082,3	430,6	75,3	1 801,0	1 878,3	373,7	539,7	2 517,8	3 960,7	804,3
	7	439,6	740,6	2 114,1	437,0	74,5	1 797,0	1 880,3	374,2	514,1	2 537,6	3 994,4	811,2
	8	474,2	762,8	2 258,9	430,4	74,7	1 810,0	1 885,6	372,5	548,9	2 572,8	4 144,6	802,9
	9	464,1	717,2	2 212,9	419,9	75,5	1 756,0	1 879,0	371,3	539,6	2 473,2	4 091,9	791,2
	10	436,7	675,2	2 337,2	419,4	75,4	1 727,0	1 880,8	372,5	512,1	2 402,2	4 218,0	791,9
	11	457,1	685,3	2 422,9	425,2	75,5	1 720,0	1 884,8	374,8	532,7	2 405,3	4 307,7	800,0
	12	425,4	733,4	2 459,1	440,8	75,7	1 741,0	1 887,1	376,8	501,1	2 474,4	4 346,2	817,6

Tableau 20

Suite

		Assurance chômage				Assistance sociale				Total			
		Belgique	Allemagne	France	Pays-Bas	Belgique	Allemagne	France	Pays-Bas	Belgique	Allemagne	France	Pays-Bas
2015	1	456,3	890,7	2 514,7	437,9	82,9	1 820,0	1 892,0	371,0	539,2	2 710,7	4 406,7	808,9
	2	442,5	892,4	2 425,7	457,6	84,5	1 811,0	1 897,0	378,7	527,0	2 703,4	4 322,7	836,3
	3	436,0	815,0	2 393,7	455,1	85,2	1 808,0	1 902,0	381,0	521,2	2 623,0	4 295,7	836,1
	4	409,0	724,3	2 305,7	443,1	85,1	1 800,0	1 904,4	383,6	494,1	2 524,3	4 210,0	826,7
	5	426,6	681,9	2 322,3	426,9	85,2	1 779,0	1 908,7	384,9	511,8	2 460,9	4 231,0	811,8
	6	410,1	651,4	2 235,4	416,3	85,1	1 764,0	1 911,9	385,1	495,1	2 415,4	4 147,3	801,4
	7	392,9	690,7	2 313,7	410,2	84,6	1 778,0	1 913,5	383,7	477,5	2 468,7	4 227,3	793,9
	8	434,5	707,9	2 474,5	420,3	85,6	1 796,0	1 914,9	382,9	520,1	2 503,9	4 389,4	803,2
	9	403,0	655,9	2 391,0	419,6	87,2	1 746,0	1 906,5	381,0	490,1	2 401,9	4 297,5	800,6
	10	409,2	625,8	2 500,1	416,5	87,8	1 724,0	1 905,0	381,0	497,0	2 349,8	4 405,1	797,5
	11	411,3	635,1	2 535,2	421,0	88,6	1 711,0	1 865,6	381,7	499,9	2 346,1	4 400,8	802,7
	12	377,8	678,1	2 584,0	427,4	88,6	1 732,0	1 864,5	383,8	466,4	2 410,1	4 448,5	811,2
2016	1	433,9	825,7	2 649,5	465,4	91,9	1 798,0	1 951,8	387,0	525,8	2 623,7	4 601,3	852,4
	2	412,6	809,5	2 539,2	469,9	92,7	1 793,0	2 038,2	382,4	505,3	2 602,5	4 577,4	852,3
	3	391,5	746,6	2 478,2	470,2	92,9	1 783,0	2 124,0	390,1	484,4	2 529,6	4 602,2	860,3
	4	397,4	673,4	2 393,8	460,5	93,4	1 761,0	2 122,9	392,7	490,8	2 434,4	4 516,7	853,2
	5	407,4	634,7	2 381,3	447,9	93,3	1 734,0	2 122,6	395,1	500,7	2 368,7	4 503,9	843,0
	6	373,4	612,5	2 291,4	438,5	93,1	1 706,0	2 122,2	396,0	466,5	2 318,5	4 413,6	834,5
	7	396,4	648,9	2 396,5	431,6	92,8	1 705,0	2 115,2	396,8	489,2	2 353,9	4 511,8	828,4
	8	398,8	666,2	2 529,4	426,6	93,7	1 720,0	2 105,6	396,5	492,6	2 386,2	4 635,1	823,1
	9	386,2	618,3	2 412,4	424,3	95,1	1 665,0	2 086,5	396,6	481,3	2 283,3	4 498,9	820,9
	10	397,6	594,4	2 529,2	419,6	96,0	1 634,0	2 083,3	395,2	493,6	2 228,4	4 612,5	814,8
	11	384,3	602,0	2 512,9	409,5	96,2	1 623,0	2 080,9	394,8	480,5	2 225,0	4 593,8	804,3
	12	363,1	648,0	2 588,3	412,0	100,6	1 637,0	2 081,7	395,4	463,7	2 285,0	4 670,0	807,4
2017	1	417,8	786,0	2 644,6	418,7	105,1	1 688,0	2 082,5	401,2	522,9	2 474,0	4 727,1	819,9
	2	388,5	782,0	2 543,3	415,8	105,9	1 672,0	2 081,1	403,3	494,3	2 454,0	4 624,4	819,1
	3	377,9	706,0	2 492,4	414,8	105,9	1 653,0	2 079,0	404,8	483,9	2 359,0	4 571,4	819,6
	4	379,2	642,0	2 442,3	401,5	105,9	1 635,0	2 073,9	403,8	485,1	2 277,0	4 516,3	805,3
	5	363,6	596,0	2 397,7	385,6	104,8	1 602,0	2 069,3	402,0	468,4	2 198,0	4 467,1	787,6
	6	362,2	591,0	2 320,9	372,2	104,4	1 600,0	2 065,0	400,5	466,6	2 191,0	4 385,9	772,7
	7	374,3	628,0	2 447,7	364,4	103,8	1 602,0	2 060,2	398,7	478,1	2 230,0	4 507,9	763,1
	8	365,3	635,0	2 605,2	362,1	104,0	1 622,0	2 053,6	395,3	469,3	2 257,0	4 658,8	757,4
	9	379,5	586,0	2 478,0	350,8	104,7	1 559,0	2 036,3	392,3	484,2	2 145,0	4 514,3	743,1
	10	372,6	564,0	2 559,8	343,1	105,0	1 533,0	2 037,1	390,2	477,6	2 097,0	4 596,9	733,3
	11	353,5	571,0	2 523,1	336,9	104,8	1 512,0	2 038,4	389,7	458,3	2 083,0	4 561,5	726,6
	12	350,0	606,0	2 597,9	330,0	104,6	1 515,0	2 039,5	389,5	454,7	2 121,0	4 637,5	719,5
2018	1	384,4	730,0	2 638,3	334,8	108,7	1 560,0	2 037,0	389,2	493,1	2 290,0	4 675,4	724,0
	2	365,1	720,0	2 527,9	329,6	109,2	1 548,0	2 034,6	388,8	474,3	2 268,0	4 562,5	718,4
	3	357,5	655,0	2 493,7	327,1	109,1	1 521,0	2 033,1	388,0	466,7	2 176,0	4 526,8	715,1
	4	351,2	598,0	2 412,6	314,3	108,7	1 509,0	2 027,4	385,7	459,9	2 107,0	4 440,0	700,0
	5	345,7	563,0	2 415,8	300,9	107,7	1 480,0	2 023,4	383,6	453,4	2 043,0	4 439,1	684,5
	6	336,6	554,0	2 326,5	287,9	107,0	1 463,0	2 019,4	381,0	443,6	2 017,0	4 345,9	668,9
	7	346,4	595,0	2 438,1	279,4	106,8	1 471,0	2 014,0	378,5	453,2	2 066,0	4 452,1	657,9
	8	342,6	601,0	2 622,9	278,1	106,9	1 480,0	2 007,8	374,1	449,5	2 081,0	4 630,7	652,2
	9	351,5	562,0	2 508,7	273,5	107,9	1 415,0	1 994,7	370,3	459,4	1 977,0	4 503,4	643,8
	10	337,6	552,0	2 556,8	269,0	107,7	1 387,0	1 997,0	368,1	445,3	1 939,0	4 553,8	637,1
	11	332,7	557,0	2 564,5	266,6	107,6	1 364,0	2 001,0	367,3	440,2	1 921,0	4 565,5	633,9
	12	327,4	597,0	2 665,1	262,7	107,2	1 369,0	2 005,9	367,2	434,7	1 966,0	4 671,0	629,9
2019	1	346,1	715,0	2 675,5	279,1	111,6	1 427,0	2 009,2	379,4	457,7	2 142,0	4 684,7	658,5
	2	343,5	711,0	2 554,2	273,6	112,0	1 425,0	2 013,0	367,3	455,5	2 136,0	4 567,2	640,9
	3	351,3	655,0	2 529,1	267,7	111,6	1 417,0	2 017,9	366,7	462,9	2 072,0	4 546,9	634,4
	4	327,2	606,0	2 410,8	257,4	110,7	1 393,0	2 020,2	366,7	438,0	1 999,0	4 431,0	624,1
	5	308,6	585,0	2 396,0	250,7	109,5	1 386,0	2 020,1	365,5	418,1	1 971,0	4 416,1	616,2
	6	333,0	585,0	2 351,9	242,7	108,7	1 375,0	2 020,8	363,5	441,6	1 960,0	4 372,7	606,2
	7	321,5	629,0	2 422,0	233,9	106,9	1 386,0	2 019,3	361,6	428,4	2 015,0	4 441,3	595,5
	8	333,2	642,0	2 626,5	236,6	106,8	1 400,0	2 018,6	356,6	440,0	2 042,0	4 645,1	593,2
	9	333,7	607,0	2 465,1	233,4	107,4	1 343,0	2 009,7	353,7	441,1	1 950,0	4 474,7	587,1
	10	316,1	594,0	2 524,1	233,5	106,5	1 324,0	1 558,6	352,5	422,6	1 918,0	4 082,7	586,0
	11	324,0	601,0	2 533,6	227,7	105,6	1 305,0	2 024,2	351,9	429,6	1 906,0	4 557,8	579,6
	12	314,1	645,0	2 595,7	223,5	105,1	1 315,0	2 032,6	352,3	419,2	1 960,0	4 628,3	575,8

5.1.2

Evolution du chômage complet indemnisé

5.1.2.1

Tableaux (en milliers)

Tableau 21

Assurance-chômage

		Belgique	Allemagne	France	Pays-Bas			Belgique	Allemagne	France	Pays-Bas
2012	T1	452,1	847,9	2 170,2	295,4	2012	T1	97	82	118	120
	T2	433,7	699,4	2 007,2	291,2		T2	97	91	121	133
	T3	444,9	722,8	2 114,2	302,1		T3	98	100	124	149
	T4	434,8	720,1	2 251,4	324,1		T4	101	109	131	168
	Année	441,4	747,6	2 135,7	303,2		Année	98	94	124	141
2013	T1	461,1	943,6	2 284,3	375,2	2013	T1	99	91	124	153
	T2	450,8	776,4	2 111,6	379,6		T2	101	101	127	174
	T3	460,6	760,2	2 166,3	398,1		T3	101	105	127	196
	T4	458,7	729,8	2 273,1	421,7		T4	107	111	133	219
	Année	457,8	802,5	2 208,8	393,7		Année	102	101	128	183
2014	T1	483,2	916,7	2 286,2	458,1	2014	T1	104	88	124	187
	T2	452,3	744,0	2 114,9	436,5		T2	101	97	127	200
	T3	459,3	740,2	2 195,3	429,1		T3	101	103	129	211
	T4	439,8	698,0	2 406,4	428,5		T4	102	106	140	222
	Année	458,6	774,7	2 250,7	438,0		Année	102	97	130	204
2015	T1	444,9	866,0	2 444,7	450,2	2015	T1	100	100	100	100
	T2	415,2	685,9	2 287,8	428,8		T2	100	97	102	111
	T3	410,1	684,9	2 393,1	416,7		T3	96	104	140	216
	T4	399,4	646,3	2 539,8	421,6		T4	89	81	147	196
	Année	417,4	720,8	2 416,3	429,3		Année	90	69	131	175
2016	T1	412,7	793,9	2 555,6	468,5	2016	T1	93	103	154	215
	T2	392,7	640,2	2 355,5	449,0		T2	86	89	139	221
	T3	393,8	644,4	2 446,1	427,5		T3	92	98	143	222
	T4	381,7	614,8	2 543,5	413,7		T4	85	77	147	193
	Année	395,2	673,3	2 475,2	439,7		Année	85	65	135	179
2017	T1	394,7	758,0	2 560,1	416,4	2017	T1	89	98	154	191
	T2	368,3	609,7	2 387,0	386,4		T2	81	85	140	190
	T3	373,0	616,3	2 510,3	359,1		T3	87	93	146	186
	T4	358,7	580,3	2 560,3	336,7		T4	80	73	148	157
	Année	373,7	641,1	2 504,4	374,7		Année	80	62	136	153
2018	T1	369,0	701,7	2 553,3	330,5	2018	T1	83	91	154	151
	T2	344,5	571,7	2 384,9	301,0		T2	76	79	140	148
	T3	346,8	586,0	2 523,2	277,0		T3	81	89	147	144
	T4	332,6	568,7	2 595,5	266,1		T4	74	71	150	124
	Année	348,2	607,0	2 514,2	293,7		Année	75	59	137	120
2019	T1	347,0	693,7	2 586,2	273,5	2019	T1	78	90	156	125
	T2	322,9	592,0	2 386,2	250,3		T2	71	82	140	123
	T3	329,5	626,0	2 504,5	234,6		T3	77	95	146	122
	T4	318,1	613,3	2 551,1	228,2		T4	71	77	148	106
	Année	329,4	631,3	2 507,0	246,7		Année	71	61	136	101

Tableau 22
Aide sociale

		Belgique	Allemagne	France	Pays-Bas			Belgique	Allemagne	France	Pays-Bas
2012	T1	72,5	1 919,3	1 607,7	319,1	2012	T1	116	77	105	107
	T2	71,5	1 868,3	1 622,9	320,6		T2	116	76	109	110
	T3	70,2	1 812,7	1 644,5	322,1		T3	116	78	112	114
	T4	70,6	1 745,0	1 681,8	327,2		T4	116	79	116	119
	Année	71,2	1 836,3	1 639,2	322,3		Année	116	78	110	112
2013	T1	74,0	1 856,7	1 727,5	339,5	2013	T1	119	74	113	114
	T2	73,6	1 833,0	1 768,2	348,4		T2	119	75	118	119
	T3	72,7	1 812,3	1 790,4	350,4		T3	120	78	122	124
	T4	73,4	1 776,3	1 812,9	355,5		T4	121	81	125	129
	Année	73,4	1 819,6	1 774,7	348,5		Année	120	77	120	121
2014	T1	76,8	1 864,3	1 843,8	366,4	2014	T1	123	75	121	123
	T2	75,8	1 817,0	1 869,7	373,1		T2	123	74	125	128
	T3	74,9	1 787,7	1 881,6	372,7		T3	124	77	129	132
	T4	75,5	1 729,3	1 884,2	374,7		T4	125	79	130	136
	Année	75,7	1 799,6	1 869,9	371,7		Année	124	76	126	129
2015	T1	84,2	1 813,0	1 897,0	376,9	2015	T1	100	100	100	100
	T2	85,1	1 781,0	1 908,3	384,5		T2	103	99	105	107
	T3	85,8	1 773,3	1 911,7	382,5		T3	141	81	132	139
	T4	88,3	1 722,3	1 878,4	382,2		T4	144	73	127	133
	Année	85,9	1 772,4	1 898,8	381,5		Année	138	71	124	128
2016	T1	92,5	1 791,3	2 038,0	386,5	2016	T1	150	73	136	132
	T2	93,3	1 733,7	2 122,6	394,6		T2	154	74	145	139
	T3	93,9	1 696,7	2 102,4	396,6		T3	155	77	145	144
	T4	97,6	1 631,3	2 082,0	395,1		T4	159	69	140	138
	Année	94,3	1 713,3	2 086,3	393,2		Année	151	69	137	132
2017	T1	105,6	1 671,0	2 080,9	403,1	2017	T1	171	68	139	138
	T2	105,0	1 612,3	2 069,4	402,1		T2	174	69	141	142
	T3	104,2	1 594,3	2 050,0	395,4		T3	172	73	141	144
	T4	104,8	1 520,0	2 038,3	389,8		T4	171	64	137	136
	Année	104,9	1 599,4	2 059,7	397,6		Année	168	64	135	133
2018	T1	109,0	1 543,0	2 034,9	388,6	2018	T1	177	63	136	133
	T2	107,8	1 484,0	2 023,4	383,4		T2	178	64	138	135
	T3	107,2	1 455,3	2 005,5	374,3		T3	177	66	138	136
	T4	107,5	1 373,3	2 001,3	367,6		T4	175	58	135	128
	Année	107,9	1 463,9	2 016,3	378,5		Année	173	59	132	127
2019	T1	111,7	1 423,0	2 013,4	371,1	2019	T1	181	58	135	127
	T2	109,6	1 384,7	2 020,4	365,2		T2	181	59	138	129
	T3	107,0	1 376,3	2 015,9	357,3		T3	177	63	139	130
	T4	105,7	1 314,7	1 109,3	352,2		T4	172	56	75	123
	Année	108,5	1 374,7	1 789,7	361,5		Année	174	55	117	121

Tableau 23

Total : assurance-chômage + aide sociale

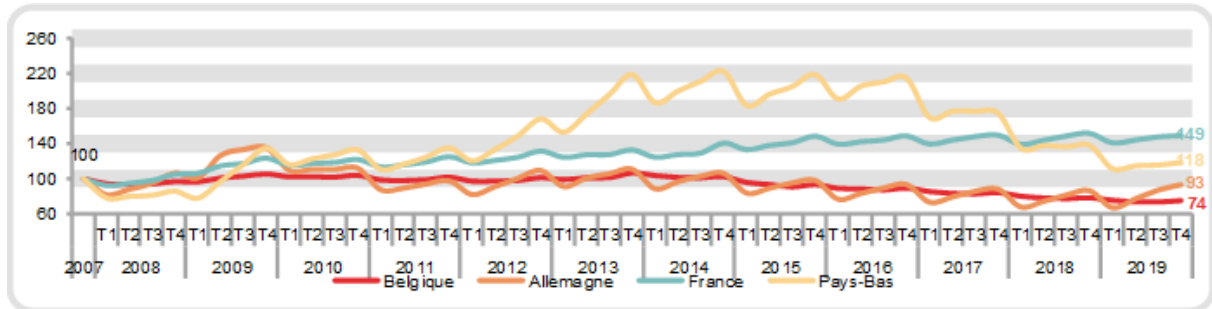
		Belgique	Allemagne	France	Pays-Bas			Belgique	Allemagne	France	Pays-Bas
2012	T1	524,6	2 767,2	3 777,9	614,5	2012	T1	99	78	112	113
	T2	505,2	2 567,7	3 630,0	611,8		T2	100	80	115	120
	T3	515,2	2 535,5	3 758,7	624,2		T3	100	83	119	128
	T4	505,5	2 465,1	3 933,3	651,3		T4	103	86	124	139
	Année	512,6	2 583,9	3 775,0	625,5		Année	100	82	118	125
2013	T1	535,1	2 800,3	4 011,8	714,8	2013	T1	101	79	119	132
	T2	524,4	2 609,4	3 879,8	728,1		T2	103	81	123	143
	T3	533,2	2 572,6	3 956,7	748,5		T3	104	84	125	154
	T4	532,1	2 506,2	4 086,0	777,1		T4	109	88	129	166
	Année	531,2	2 622,1	3 983,6	742,1		Année	104	83	124	148
2014	T1	560,0	2 781,0	4 130,0	824,5	2014	T1	106	79	123	152
	T2	528,1	2 561,0	3 984,7	809,6		T2	104	79	126	159
	T3	534,2	2 527,9	4 077,0	801,8		T3	104	83	129	165
	T4	515,3	2 427,3	4 290,6	803,2		T4	105	85	135	172
	Année	534,4	2 574,3	4 120,6	809,8		Année	105	81	128	161
2015	T1	529,1	2 679,0	4 341,7	827,1	2015	T1	100	100	100	100
	T2	500,3	2 466,9	4 196,1	813,3		T2	101	98	103	109
	T3	495,9	2 458,2	4 304,8	799,2		T3	101	86	136	171
	T4	487,8	2 368,7	4 418,1	803,8		T4	96	75	138	160
	Année	503,3	2 493,2	4 315,2	810,9		Année	95	71	128	149
2016	T1	505,2	2 585,3	4 593,6	855,0	2016	T1	100	80	146	168
	T2	486,0	2 373,8	4 478,1	843,6		T2	94	78	142	173
	T3	487,7	2 341,1	4 548,6	824,1		T3	100	82	144	176
	T4	479,2	2 246,1	4 625,4	808,8		T4	94	71	144	161
	Année	489,5	2 386,6	4 561,4	832,9		Année	93	68	136	153
2017	T1	500,4	2 429,0	4 641,0	819,5	2017	T1	99	75	147	161
	T2	473,4	2 222,0	4 456,4	788,5		T2	92	73	141	162
	T3	477,2	2 210,7	4 560,3	754,5		T3	97	77	144	161
	T4	463,5	2 100,3	4 598,6	726,5		T4	91	66	143	145
	Année	478,6	2 240,5	4 564,1	772,3		Année	91	63	136	142
2018	T1	478,0	2 244,7	4 588,2	719,1	2018	T1	94	70	145	141
	T2	452,3	2 055,7	4 408,3	684,5		T2	88	67	139	141
	T3	454,0	2 041,3	4 528,7	651,3		T3	93	71	143	139
	T4	440,1	1 942,0	4 596,8	633,7		T4	86	61	143	126
	Année	456,1	2 070,9	4 530,5	672,1		Année	86	59	135	124
2019	T1	458,7	2 116,7	4 599,6	644,6	2019	T1	90	66	146	126
	T2	432,6	1 976,7	4 406,6	615,5		T2	84	65	139	127
	T3	436,5	2 002,3	4 520,4	591,9		T3	89	70	143	126
	T4	423,8	1 928,0	3 660,4	580,5		T4	83	61	114	116
	Année	437,9	2 005,9	4 296,8	608,1		Année	83	57	128	112

5.1.2.2

Graphiques

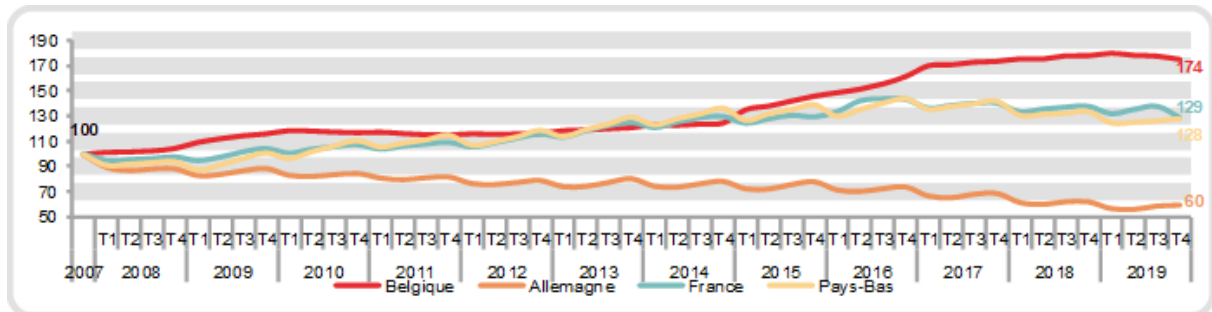
Graphique 14

Assurance-chômage ; base = trimestre correspondant de 2007



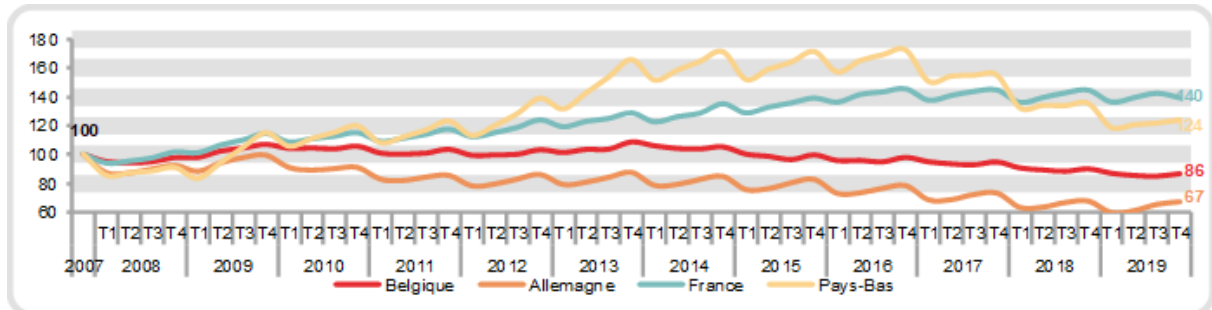
Graphique 15

Aide sociale ; base = trimestre correspondant de 2007



Graphique 16

Total : assurance-chômage + aide sociale ; base = trimestre correspondant de 2007



5.1.3

Structure du chômage complet indemnisé

Tableau 24

Relation entre l'assurance-chômage et l'aide sociale par trimestre

		Belgique		Allemagne		France		Pays-Bas	
		Assurance-chômage	Aide sociale	Assurance-chômage	Aide sociale	Assurance-chômage	Aide sociale	Assurance-chômage	Aide sociale
2012	T1	86%	14%	31%	69%	57%	43%	48%	52%
	T2	86%	14%	27%	73%	55%	45%	48%	52%
	T3	86%	14%	29%	71%	56%	44%	48%	52%
	T4	86%	14%	29%	71%	57%	43%	50%	50%
	Année	86%	14%	29%	71%	57%	43%	48%	52%
2013	T1	86%	14%	34%	66%	57%	43%	52%	48%
	T2	86%	14%	30%	70%	54%	46%	52%	48%
	T3	86%	14%	30%	70%	55%	45%	53%	47%
	T4	86%	14%	29%	71%	56%	44%	54%	46%
	Année	86%	14%	31%	69%	55%	45%	53%	47%
2014	T1	86%	14%	33%	67%	55%	45%	56%	44%
	T2	86%	14%	29%	71%	53%	47%	54%	46%
	T3	86%	14%	29%	71%	54%	46%	54%	46%
	T4	85%	15%	29%	71%	56%	44%	53%	47%
	Année	86%	14%	30%	70%	55%	45%	54%	46%
2015	T1	84%	16%	32%	68%	56%	44%	54%	46%
	T2	83%	17%	28%	72%	55%	45%	53%	47%
	T3	83%	17%	28%	72%	56%	44%	52%	48%
	T4	82%	18%	27%	73%	57%	43%	52%	48%
	Année	83%	17%	29%	71%	56%	44%	53%	47%
2016	T1	82%	18%	31%	69%	56%	44%	55%	45%
	T2	81%	19%	27%	73%	53%	47%	53%	47%
	T3	81%	19%	28%	72%	54%	46%	52%	48%
	T4	80%	20%	27%	73%	55%	45%	51%	49%
	Année	81%	19%	28%	72%	54%	46%	53%	47%
2017	T1	79%	21%	31%	69%	55%	45%	51%	49%
	T2	78%	22%	27%	73%	54%	46%	49%	51%
	T3	78%	22%	28%	72%	55%	45%	48%	52%
	T4	77%	23%	28%	72%	56%	44%	46%	54%
	Année	78%	22%	29%	71%	55%	45%	49%	51%
2018	T1	77%	23%	31%	69%	56%	44%	46%	54%
	T2	76%	24%	28%	72%	54%	46%	44%	56%
	T3	76%	24%	29%	71%	56%	44%	43%	57%
	T4	76%	24%	29%	71%	56%	44%	42%	58%
	Année	76%	24%	29%	71%	55%	45%	44%	56%
2019	T1	76%	24%	33%	67%	56%	44%	42%	58%
	T2	75%	25%	30%	70%	54%	46%	41%	59%
	T3	75%	25%	31%	69%	55%	45%	40%	60%
	T4	75%	25%	32%	68%	70%	30%	39%	61%
	Année	75%	25%	31%	69%	58%	42%	41%	59%

5.1.4

Taux de chômage

Tableau 25

Taux de chômage complet indemnisé

Par rapport à la population active (15 – 74 ans)						Par rapport à la population en âge de travailler (15 – 74 ans)					
		Belgique	Allemagne	France	Pays-Bas			Belgique	Allemagne	France	Pays-Bas
2012	T1	10,8	6,8	13,3	7,0	2012	T1	6,4	4,5	8,4	4,9
	T2	10,4	6,3	12,8	6,9		T2	6,2	4,2	8,0	4,9
	T3	10,5	6,1	13,2	7,0		T3	6,3	4,1	8,3	5,0
	T4	10,2	5,9	13,7	7,3		T4	6,1	4,0	8,7	5,2
	Année	10,5	6,3	13,3	7,1		Année	6,2	4,2	8,4	5,0
2013	T1	10,9	6,8	14,1	8,0	2013	T1	6,5	4,6	8,8	5,7
	T2	10,6	6,3	13,6	8,2		T2	6,4	4,3	8,5	5,8
	T3	10,7	6,2	13,8	8,4		T3	6,5	4,2	8,7	5,9
	T4	10,8	6,0	14,3	8,7		T4	6,4	4,1	9,0	6,1
	Année	10,8	6,3	13,9	8,3		Année	6,4	4,3	8,8	5,9
2014	T1	11,4	6,7	14,1	9,3	2014	T1	6,8	4,5	8,8	6,5
	T2	10,7	6,1	13,6	9,1		T2	6,4	4,2	8,5	6,4
	T3	10,7	6,0	13,9	9,0		T3	6,5	4,1	8,7	6,3
	T4	10,3	5,8	14,6	9,0		T4	6,2	3,9	9,1	6,3
	Année	10,8	6,2	14,0	9,1		Année	6,5	4,2	8,8	6,4
2015	T1	10,6	6,4	14,8	9,3	2015	T1	6,4	4,4	9,2	6,5
	T2	10,2	5,9	14,3	9,1		T2	6,0	4,0	8,9	6,4
	T3	10,0	5,9	14,6	9,0		T3	6,0	4,0	9,1	6,3
	T4	9,8	5,6	15,0	9,0		T4	5,8	3,8	9,4	6,3
	Année	10,1	5,9	14,6	9,1		Année	6,1	4,1	9,2	6,4
2016	T1	10,2	6,0	15,6	9,6	2016	T1	6,1	4,2	9,7	6,7
	T2	9,8	5,6	15,2	9,4		T2	5,8	3,8	9,5	6,6
	T3	9,8	5,4	15,4	9,2		T3	5,8	3,8	9,6	6,4
	T4	9,5	5,2	15,6	9,0		T4	5,7	3,6	9,7	6,3
	Année	9,9	5,6	15,4	9,3		Année	5,9	3,8	9,6	6,5
2017	T1	10,1	5,7	15,8	9,1	2017	T1	6,0	3,9	9,8	6,4
	T2	9,6	5,2	15,0	8,8		T2	5,7	3,6	9,4	6,1
	T3	9,5	5,1	15,4	8,3		T3	5,7	3,5	9,6	5,9
	T4	9,2	4,8	15,5	8,0		T4	5,5	3,4	9,6	5,6
	Année	9,6	5,2	15,4	8,6		Année	5,7	3,6	9,6	6,0
2018	T1	9,5	5,2	15,5	7,9	2018	T1	5,7	3,6	9,6	5,6
	T2	9,1	4,8	14,9	7,5		T2	5,4	3,3	9,2	5,3
	T3	8,9	4,7	15,2	7,1		T3	5,4	3,3	9,5	5,0
	T4	8,6	4,5	15,4	6,9		T4	5,2	3,1	9,6	4,9
	Année	9,0	4,8	15,2	7,4		Année	5,4	3,3	9,5	5,2
2019	T1	9,1	4,9	15,5	7,0	2019	T1	5,4	3,4	9,6	5,0
	T2	8,5	4,6	14,9	6,7		T2	5,1	3,2	9,2	4,7
	T3	8,5	4,6	15,3	6,4		T3	5,2	3,2	9,4	4,5
	T4	8,3	4,4	12,3	6,2		T4	5,0	3,1	7,6	4,4
	Année	8,6	4,6	14,5	6,6		Année	5,2	3,2	8,9	4,7

5.2

La répartition de la population en âge de travailler (15 - 74 ans) en 2019 : statistiques harmonisées

Les chiffres ci-dessous sont indiqués en millions ; les ratios sont calculés sur la base de la population totale en âge de travailler (15 - 74 ans).

Tableau 26
Belgique

Population totale (15-74 ans)					
8,4 100 %					
Population active			Population inactive		
5,1 60,8 %			3,3 39,2 %		
Occupation		Chômage au sens strict	Inactivité		
4,8 57,5 %		0,3 3,3 %	3,3 39,2 %		
Occupé (1 heure ou plus dans la semaine de référence)			Non occupé		
4,8 57,5 %			3,6 42,5 %		
Occupation à temps plein	Occupation à temps partiel		Chômage au sens strict	Inactivité	
3,6 43,0 %	1,2 14,5 %		0,3 3,3 %	3,3 39,2 %	
Occupation à temps plein	Occupation à temps partiel volontaire	Sous-occupation	Disponible directement et demandeur d'emploi actif	Main-d'œuvre potentielle	Main-d'œuvre non potentielle
3,6 43,0 %	1,1 12,5 %	0,2 2,0 %	0,3 3,3 %	0,2 2,1 %	3,1 37,1 %
55,5 %		Chômage au sens large		37,1 %	
		0,6 7,4 %			

Source : Eurostat - ETF (lfsi_sup_a - lfsa_pganws - lfsa_eppga), 15 - 74-ans

Tableau 27
Allemagne

Population totale (15-74 ans)					
61,9 100 %					
Population active			Population inactive		
43,6 70,4 %			18,3 29,6 %		
Occupation		Chômage au sens strict	Inactivité		
42,2 68,2 %		1,4 2,2 %	18,3 29,6 %		
Occupé (1 heure ou plus dans la semaine de référence)			Non occupé		
42,2 68,2 %			19,7 31,8 %		
Occupation à temps plein	Occupation à temps partiel		Chômage au sens strict	Inactivité	
30,3 48,9 %	12,0 19,3 %		1,4 2,2 %	18,3 29,6 %	
Occupation à temps plein	Occupation à temps partiel volontaire	Sous-occupation	Disponible directement et demandeur d'emploi actif	Main-d'œuvre potentielle	Main-d'œuvre non potentielle
30,3 48,9 %	10,9 17,5 %	1,1 1,8 %	1,4 2,2 %	0,9 1,5 %	17,4 28,2 %
66,3 %		Chômage au sens large 3,4 5,5 %		28,2 %	

Source : Eurostat - ETF (lfsi_sup_a - lfsa_pganws - lfsa_eppga), 15 - 74-ans

Tableau 28
France

Population totale (15-74 ans)					
48,0					
100 %					
Population active			Population inactive		
29,6			18,4		
61,7 %			38,3 %		
Occupation		Chômage au sens strict	Inactivité		
27,1		2,5	18,4		
56,5 %		5,2 %	38,3 %		
Occupé (1 heure ou plus dans la semaine de référence)			Non occupé		
27,1			20,9		
56,5 %			43,5 %		
Occupation à temps plein	Occupation à temps partiel		Chômage au sens strict	Inactivité	
22,3	4,9		2,5	18,4	
46,3 %	10,2 %		5,2 %	38,3 %	
Occupation à temps plein	Occupation à temps partiel volontaire	Sous-occupation	Disponible directement et demandeur d'emploi actif	Main-d'œuvre potentielle	Main-d'œuvre non potentielle
22,3	3,5	1,4	2,5	1,1	17,3
46,3 %	7,3 %	2,9 %	5,2 %	2,2 %	36,0 %
53,7 %		Chômage au sens large		36,0 %	
		5,0			
		10,3 %			

Source : Eurostat - ETF (lfsi_sup_a - lfsa_pganws - lfsa_eppga), 15 - 74-ans

Tableau 29
Pays-Bas

Population totale (15-74 ans)					
11,5 100 %					
Population active			Population inactive		
7,8 67,4 %			3,7 32,6 %		
Occupation		Chômage au sens strict	Inactivité		
7,5 64,7 %		0,3 2,7 %	3,7 32,6 %		
Occupé (1 heure ou plus dans la semaine de référence)			Non occupé		
7,5 64,7 %			4,1 35,3 %		
Occupation à temps plein	Occupation à temps partiel		Chômage au sens strict	Inactivité	
3,6 31,7 %	3,8 33,0 %		0,3 2,7 %	3,7 32,6 %	
Occupation à temps plein	Occupation à temps partiel volontaire	Sous-occupation	Disponible directement et demandeur d'emploi actif	Main-d'œuvre potentielle	Main-d'œuvre non potentielle
3,6 31,7 %	3,5 30,1 %	0,3 2,9 %	0,3 2,7 %	0,4 3,1 %	3,4 29,4 %
61,8 %		Chômage au sens large		29,4 %	
		1,0 8,8 %			

Source : Eurostat - ETF (lfsi_sup_a - lfsa_pganws - lfsa_eppga), 15 - 74-ans

Tableau 30
UE 28

Population totale (15-74 ans)					
380,7 100 %					
Population active			Population inactive		
247,6 65,0 %			133,1 35,0 %		
Occupation		Chômage au sens strict	Inactivité		
232,0 60,9 %		15,6 4,1 %	133,1 35,0 %		
Occupé (1 heure ou plus dans la semaine de référence)			Non occupé		
232,0 60,9 %			148,7 39,1 %		
Occupation à temps plein	Occupation à temps partiel		Chômage au sens strict	Inactivité	
185,6 48,7 %	46,3 12,2 %		15,6 4,1 %	133,1 35,0 %	
Occupation à temps plein	Occupation à temps partiel volontaire	Sous-occupation	Disponible directement et demandeur d'emploi actif	Main-d'œuvre potentielle	Main-d'œuvre non potentielle
185,6 48,7 %	38,5 10,1 %	7,9 2,1 %	15,6 4,1 %	9,4 2,5 %	123,7 32,5 %
58,9 %		Chômage au sens large		32,5 %	
		32,9 8,6 %			

Source : Eurostat – ETF (lfsi_sup_a - lfsa_pganws - lfsa_eppga), 15-74 ans

5.3

Éléments de contexte

5.3.1

Evolution de la population

Tableau 31

Population active en milliers (15 - 74 ans)

		Belgique	Allemagne	France	Pays-Bas			Belgique	Allemagne	France	Pays-Bas
2012	T1	4 834,8	40 889,7	28 304,8	8 795,6	2012	T1	103	99	103	101
	T2	4 849,6	41 071,9	28 418,5	8 826,9		T2	103	99	103	101
	T3	4 907,8	41 541,2	28 487,6	8 871,8		T3	104	99	102	101
	T4	4 937,0	41 489,0	28 638,4	8 888,7		T4	103	99	103	102
	Année	4 882,3	41 243,0	28 462,3	8 845,8		Année	103	99	103	101
2013	T1	4 895,9	41 277,4	28 505,7	8 889,9	2013	T1	104	100	104	102
	T2	4 932,7	41 589,2	28 605,5	8 908,2		T2	105	101	104	102
	T3	4 978,6	41 747,0	28 679,1	8 931,7		T3	106	100	103	102
	T4	4 934,4	41 742,6	28 637,6	8 925,6		T4	103	100	103	102
	Année	4 935,4	41 589,1	28 607,0	8 913,4		Année	104	100	103	102
2014	T1	4 929,9	41 579,9	29 355,0	8 868,9	2014	T1	105	101	107	102
	T2	4 942,0	41 662,9	29 343,8	8 858,2		T2	105	101	106	101
	T3	4 974,4	42 014,4	29 357,3	8 870,4		T3	105	100	105	101
	T4	4 987,4	42 040,8	29 472,6	8 899,7		T4	104	101	106	102
	Année	4 958,4	41 824,5	29 382,2	8 873,8		Année	105	101	106	102
2015	T1	4 983,8	41 881,9	29 351,7	8 898,7	2015	T1	106	102	107	103
	T2	4 916,1	41 743,6	29 424,5	8 911,3		T2	105	101	107	102
	T3	4 961,3	41 992,7	29 551,3	8 917,8		T3	105	100	106	102
	T4	4 985,8	42 412,2	29 529,6	8 902,2		T4	104	101	106	102
	Année	4 961,8	42 007,6	29 464,3	8 907,5		Année	105	101	106	102
2016	T1	4 935,9	42 772,3	29 529,8	8 891,8	2016	T1	105	104	107	102
	T2	4 940,2	42 564,0	29 482,8	8 942,9		T2	105	103	107	102
	T3	4 961,1	43 084,0	29 578,3	8 966,2		T3	105	103	106	102
	T4	5 033,8	43 104,4	29 573,4	8 965,4		T4	105	103	107	103
	Année	4 967,8	42 881,2	29 541,1	8 941,6		Année	105	103	107	102
2017	T1	4 944,1	42 863,7	29 355,1	8 974,9	2017	T1	105	104	107	103
	T2	4 953,9	42 783,1	29 612,9	9 004,1		T2	106	104	107	103
	T3	5 006,1	43 481,6	29 678,7	9 046,7		T3	106	104	107	103
	T4	5 026,7	43 315,5	29 711,7	9 042,2		T4	105	104	107	103
	Année	4 982,7	43 111,0	29 589,6	9 017,0		Année	105	104	107	103
2018	T1	5 008,3	43 100,4	29 657,7	9 050,7	2018	T1	106	105	108	104
	T2	4 990,2	42 839,2	29 644,9	9 101,0		T2	106	104	107	104
	T3	5 085,5	43 484,2	29 781,0	9 163,5		T3	108	104	107	105
	T4	5 095,1	43 388,4	29 759,9	9 184,4		T4	107	104	107	105
	Année	5 044,8	43 203,1	29 710,9	9 124,9		Année	107	104	107	105
2019	T1	5 042,0	43 384,1	29 630,8	9 208,8	2019	T1	107	105	108	106
	T2	5 113,5	43 168,0	29 609,8	9 245,6		T2	109	104	107	106
	T3	5 121,8	43 692,3	29 573,6	9 293,1		T3	109	104	106	106
	T4	5 095,3	44 131,6	29 770,1	9 319,9		T4	107	106	107	107
	Année	5 093,2	43 594,0	29 646,1	9 266,9		Année	108	105	107	106

Source: Eurostat - lfsq_pganws

Tableau 32

Population en âge de travailler en milliers (15 – 74 ans)

		Belgique	Allemagne	France	Pays-Bas			Belgique	Allemagne	France	Pays-Bas
2012	T1	8 193,2	61 412,0	45 140,3	12 489,1	2012	T1	104	96	102	102
	T2	8 205,8	61 394,2	45 175,3	12 523,3		T2	104	96	102	102
	T3	8 211,5	61 436,1	45 221,4	12 557,9		T3	104	96	102	102
	T4	8 233,5	61 478,6	45 284,3	12 592,4		T4	104	96	102	103
	Année	8 211,0	61 430,2	45 205,3	12 540,7		Année	104	96	102	102
2013	T1	8 239,8	61 297,3	45 344,7	12 616,5	2013	T1	104	96	102	103
	T2	8 243,1	61 365,7	45 391,3	12 630,6		T2	104	96	102	103
	T3	8 246,2	61 385,9	45 448,4	12 644,6		T3	104	96	102	103
	T4	8 260,7	61 453,0	45 520,9	12 658,5		T4	104	96	102	103
	Année	8 247,5	61 375,5	45 426,3	12 637,6		Année	104	96	102	103
2014	T1	8 266,4	61 322,0	46 873,5	12 665,3	2014	T1	105	96	106	103
	T2	8 273,6	61 336,0	46 914,9	12 664,9		T2	104	96	106	103
	T3	8 275,6	61 319,7	46 974,7	12 664,4		T3	104	96	106	103
	T4	8 292,9	61 477,8	47 010,7	12 664,0		T4	104	96	106	103
	Année	8 277,1	61 363,9	46 943,5	12 664,7		Année	104	96	106	103
2015	T1	8 300,5	61 530,1	47 016,0	12 669,1	2015	T1	105	96	106	103
	T2	8 306,2	61 450,1	47 084,1	12 679,9		T2	105	96	106	103
	T3	8 314,7	61 441,3	47 154,9	12 690,6		T3	105	96	106	103
	T4	8 346,7	61 755,0	47 204,4	12 701,4		T4	105	97	106	103
	Année	8 317,0	61 544,1	47 114,9	12 685,3		Année	105	96	106	103
2016	T1	8 348,6	62 231,3	47 323,0	12 722,1	2016	T1	106	98	107	104
	T2	8 353,9	62 041,7	47 380,4	12 752,7		T2	105	97	107	104
	T3	8 359,5	61 996,1	47 460,9	12 783,3		T3	105	97	107	104
	T4	8 378,8	61 975,9	47 529,3	12 814,0		T4	105	97	107	104
	Année	8 360,2	62 081,3	47 423,4	12 768,0		Année	105	97	107	104
2017	T1	8 346,4	62 140,2	47 582,6	12 839,5	2017	T1	106	97	107	105
	T2	8 355,0	61 856,8	47 633,4	12 859,9		T2	105	97	107	105
	T3	8 358,9	62 317,7	47 687,6	12 880,3		T3	105	97	107	105
	T4	8 375,6	61 900,6	47 748,8	12 900,7		T4	105	97	107	105
	Année	8 359,0	62 053,8	47 663,1	12 870,1		Année	105	97	107	105
2018	T1	8 398,8	62 182,4	47 802,1	12 917,3	2018	T1	106	97	108	105
	T2	8 405,5	61 831,8	47 833,6	12 930,1		T2	106	97	108	105
	T3	8 410,5	62 093,1	47 862,8	12 942,9		T3	106	97	108	105
	T4	8 430,3	61 840,3	47 922,0	12 955,7		T4	106	97	108	105
	Année	8 411,3	61 986,9	47 855,1	12 936,5		Année	106	97	108	105
2019	T1	8 437,6	61 980,5	47 937,7	12 975,4	2019	T1	107	97	108	106
	T2	8 443,8	61 582,0	47 981,1	13 002,1		T2	107	96	108	106
	T3	8 450,7	61 914,5	48 054,2	13 028,8		T3	107	97	108	106
	T4	8 479,5	62 242,5	48 070,7	13 055,4		T4	107	97	108	106
	Année	8 452,9	61 929,9	48 010,9	13 015,4		Année	107	97	108	106

Source: Eurostat - lfsq_pganws

5.3.2

Structure de l'emploi

Tableau 33

Part et ampleur de l'occupation à temps partiel par trimestre

Part relative du travail à temps partiel par rapport à l'occupation totale en %					Travailleurs à temps partiel - Nombre moyen d'heures prestées par semaine						
		Belgique	Allemagne	France	Pays-Bas			Belgique	Allemagne	France	Pays-Bas
2012	T1	26,7	26,8	18,2	49,3	2012	T1	23,8	18,3	22,5	20,8
	T2	24,8	26,8	18,2	49,4		T2	22,8	18,0	21,7	20,6
	T3	23,8	26,6	17,6	49,5		T3	23,1	18,6	22,9	21,6
	T4	24,7	26,6	17,9	50,0		T4	23,2	18,3	22,3	21,0
	Année	25,0	26,7	18,0	49,6		Année	23,2	18,3	22,4	21,0
2013	T1	25,6	27,4	18,3	50,6	2013	T1	23,3	18,6	22,4	20,5
	T2	23,9	27,8	18,4	50,7		T2	22,8	18,5	21,8	20,7
	T3	24,4	27,6	18,3	50,2		T3	23,5	18,9	22,7	21,6
	T4	24,5	27,4	18,7	50,6		T4	23,0	18,6	21,9	21,1
	Année	24,6	27,6	18,4	50,5		Année	23,2	18,7	22,2	21,0
2014	T1	24,0	27,5	19,2	50,4	2014	T1	23,4	18,9	22,2	20,7
	T2	23,6	27,6	19,2	50,4		T2	23,3	18,6	21,5	20,9
	T3	24,1	27,5	18,4	49,9		T3	23,3	19,2	22,4	21,8
	T4	24,3	27,2	18,9	50,7		T4	23,4	19,0	21,8	21,2
	Année	24,0	27,5	18,9	50,4		Année	23,4	18,9	22,0	21,2
2015	T1	25,2	27,8	19,0	50,9	2015	T1	23,4	19,0	22,0	20,8
	T2	25,2	28,0	19,0	50,8		T2	23,3	18,8	21,3	20,5
	T3	23,9	27,7	18,4	50,5		T3	23,4	19,3	22,4	21,7
	T4	24,3	27,6	18,8	50,5		T4	23,4	19,2	22,1	21,3
	Année	24,7	27,8	18,8	50,7		Année	23,4	19,1	22,0	21,1
2016	T1	24,7	28,0	19,1	50,7	2016	T1	23,7	19,1	22,3	21,0
	T2	25,1	27,9	19,0	50,5		T2	23,2	19,0	21,8	21,1
	T3	24,7	27,6	18,2	50,2		T3	23,5	19,4	22,1	22,1
	T4	25,3	27,5	18,7	50,2		T4	23,6	19,3	21,5	21,6
	Année	25,0	27,8	18,8	50,4		Année	23,5	19,2	21,9	21,5
2017	T1	23,8	28,0	18,9	50,6	2017	T1	24,4	19,2	22,3	21,4
	T2	25,6	28,0	19,1	50,6		T2	24,2	18,9	21,3	21,3
	T3	25,0	27,6	18,5	50,3		T3	24,3	19,4	22,2	22,3
	T4	24,9	28,1	18,4	50,8		T4	23,8	19,2	22,1	21,8
	Année	24,8	27,9	18,7	50,6		Année	24,2	19,2	22,0	21,7
2018	T1	24,8	27,9	18,7	50,8	2018	T1	24,1	19,2	22,1	21,4
	T2	24,8	28,2	18,9	51,1		T2	24,1	19,1	21,4	21,4
	T3	25,1	27,9	17,9	50,6		T3	24,0	19,6	22,8	22,4
	T4	24,7	27,8	18,2	50,9		T4	23,7	19,5	22,3	21,9
	Année	24,9	28,0	18,4	50,9		Année	24,0	19,4	22,2	21,8
2019	T1	25,0	28,2	18,4	51,1	2019	T1	23,7	19,5	22,1	21,5
	T2	25,1	28,8	17,9	51,0		T2	23,8	19,4	21,5	21,7
	T3	25,4	28,5	17,5	51,0		T3	23,9	19,7	22,8	22,6
	T4	25,6	27,9	18,1	51,0		T4	23,3	19,8	21,9	22,0
	Année	25,3	28,4	18,0	51,0		Année	23,7	19,6	22,1	22,0

Source : Eurostat - lfsq_eppga - lfsq_ewhais

